

# Groupe CGI inc.

## Rapport de gestion

*Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2009*

**Le 27 janvier 2010**

### MODE DE PRÉSENTATION

Le présent rapport de gestion est la responsabilité de la direction, et il a été examiné et approuvé par le conseil d'administration. Le présent rapport de gestion a été établi conformément aux exigences des Autorités canadiennes en valeurs mobilières. Il incombe au conseil d'administration de s'assurer que nous remplissons nos obligations fiduciaires envers nos actionnaires et, à la fin du processus, d'examiner et d'approuver le rapport de gestion. Le conseil d'administration s'acquitte de ses devoirs principalement par l'intermédiaire de son comité de vérification et de gestion des risques, dont les membres nommés par le conseil d'administration sont tous indépendants et connaissent bien la finance.

Dans le présent document, nous utilisons les termes « CGI », « nous », « notre », « nos » ou « Société » pour désigner le Groupe CGI inc. Le présent rapport de gestion fournit des informations que la direction juge pertinentes aux fins de l'appréciation et de la compréhension des résultats d'exploitation consolidés et de la situation financière de la Société. Il doit être lu avec les états financiers consolidés de la Société et les notes complémentaires pour les périodes de trois mois terminées les 31 décembre 2009 et 2008, ainsi qu'avec le rapport annuel de l'exercice 2009. Les conventions comptables de CGI sont conformes aux principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada, prescrits par l'Institut Canadien des Comptables Agréés (« ICCA »), lesquels diffèrent à certains égards des principes comptables généralement reconnus des États-Unis (« PCGR des États-Unis »). On trouvera à la note 13 afférente aux états financiers consolidés un rapprochement des résultats selon les PCGR du Canada et ceux des États-Unis. À moins d'indication contraire, tous les montants sont exprimés en dollars canadiens.

Le présent rapport de gestion vise les trois objectifs principaux suivants :

- Donner une explication narrative des états financiers consolidés du point de vue de la direction;
- Présenter le contexte dans lequel les états financiers consolidés doivent être analysés en étoffant les informations fournies au sujet de la dynamique et des tendances qui se dégagent des activités de la Société;
- Fournir des informations permettant aux lecteurs d'évaluer la probabilité que le rendement passé soit représentatif du rendement futur.

En vue d'atteindre ces objectifs, le rapport de gestion est divisé dans les principales rubriques suivantes :

**Profil de l'entreprise** – description de nos activités et de la façon dont nous générons des produits, ainsi que des marchés dans lesquels nous exerçons nos activités. Nous y présentons aussi un résumé des faits nouveaux importants et certains points saillants de nature financière du trimestre considéré;

**Résultats financiers** – analyse des variations sur douze mois des résultats d'exploitation pour les trimestres terminés les 31 décembre 2009 et 2008, description des facteurs influant sur les produits et le bénéfice (sur une base consolidée et par secteur d'exploitation) et description des facteurs ayant une incidence sur les variations dans les principales catégories de charges. Cette section comprend aussi une analyse des nouveaux contrats, ventilés par région et par secteur cible;

**Situation de trésorerie et sources de financement** – analyse des variations des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, d'investissement et de financement et description de la situation de trésorerie de la Société et des sources de financement à sa disposition;

**Principales estimations comptables et risques et incertitudes** – explication des sections des états financiers qui nécessitent le recours aux principales estimations et hypothèses pour calculer les montants visés. Nous traitons

## **Groupe CGI inc.**

### **Rapport de gestion**

*Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2009*

également des risques auxquels sont exposées nos activités commerciales et des conséquences que ces risques pourraient entraîner s'ils se matérialisaient.

#### **IMPORTANCE DES INFORMATIONS FOURNIES**

Le présent rapport de gestion contient des informations que nous jugeons importantes pour les investisseurs. Nous considérons qu'un élément est important s'il provoque, ou s'il est raisonnablement susceptible de provoquer, une variation importante du cours ou de la valeur de nos actions, ou s'il est probable qu'un investisseur raisonnable jugerait l'information importante pour prendre une décision d'investissement.

#### **DÉCLARATIONS PROSPECTIVES**

Toutes les déclarations contenues dans le présent rapport de gestion qui ne concernent pas directement et exclusivement des faits historiques constituent des « déclarations prospectives » au sens de l'article 27A de la loi américaine *Securities Act of 1933* et de l'article 21E de la loi américaine *Securities Exchange Act of 1934*, dans leur version modifiée, et constituent de « l'information prospective » au sens des lois canadiennes sur les valeurs mobilières. Ces déclarations et cette information expriment les intentions, projets, attentes et opinions de CGI, sous réserve de la matérialisation de risques, d'incertitudes et d'autres facteurs sur lesquels la Société n'a, dans bon nombre de cas, aucune emprise. Compte tenu de ces facteurs, les résultats réels pourraient différer considérablement des déclarations prospectives et de l'information prospective. Ces facteurs comprennent notamment, sans s'y limiter, l'échéancier et l'envergure des nouveaux contrats, les acquisitions et autres initiatives d'expansion de la Société; la capacité d'attirer et de fidéliser du personnel compétent; la concurrence au sein d'une industrie des TI en constante évolution; la conjoncture économique et commerciale; le risque de change et d'autres risques et hypothèses énoncés dans le rapport de gestion, dans le rapport annuel de CGI inclus dans le formulaire 40-F déposé auprès de la *Securities and Exchange Commission* des États-Unis (disponible sur EDGAR à l'adresse [www.sec.gov](http://www.sec.gov)), ainsi que dans la notice annuelle déposée auprès des commissions des valeurs mobilières du Canada (disponible sur SEDAR à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com)). L'emploi aux présentes des termes « penser », « estimer », « s'attendre à ce que », « avoir l'intention », « anticiper », « prévoir », « planifier », ainsi que de tout autre terme de nature semblable et de toute autre forme conjuguée de ces termes, ne sert qu'à des fins de déclarations prospectives ou d'information prospective et ces termes ne sont pertinents qu'en date de leur emploi, notamment en ce qui concerne les énoncés relatifs à la performance future. À moins que les lois qui s'appliquent ne l'exigent, CGI décline toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser les déclarations prospectives ou l'information prospective consécutivement à l'obtention de nouveaux renseignements ou à l'arrivée d'événements nouveaux, ou pour tout autre motif. Le lecteur est mis en garde contre le risque d'accorder une crédibilité excessive à ces déclarations prospectives ou à l'information prospective. Vous trouverez à la rubrique « Risques et incertitudes » de plus amples renseignements sur les risques pouvant faire en sorte que les résultats réels diffèrent de façon notable des résultats actuellement prévus.

# **Groupe CGI inc.**

## **Rapport de gestion**

*Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2009*

### **MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX PCGR**

Le lecteur est prié de noter que la Société présente ses résultats financiers selon les PCGR. Toutefois, dans le présent rapport de gestion, nous utilisons certaines mesures financières non conformes aux PCGR, à savoir :

1. le bénéfice tiré des activités poursuivies avant intérêts sur la dette à long terme, revenu d'intérêts, autres (revenus) charges et impôts sur les bénéfices (« BAIL ajusté »);
2. la croissance en devises constantes;
3. le délai moyen de recouvrement des créances;
4. le rendement du capital investi;
5. le rendement des capitaux propres;
6. le ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres et à la dette à long terme;
7. le carnet de commandes;
8. les nouveaux contrats; et
9. le ratio nouveaux contrats/facturation.

La direction est d'avis que ces mesures non conformes aux PCGR fournissent des renseignements utiles aux investisseurs en ce qui a trait à la situation financière et aux résultats d'exploitation de la Société, étant donné qu'elles représentent des mesures additionnelles de son rendement. Ces mesures non conformes aux PCGR n'ont pas de signification normalisée prescrite par les PCGR et sont donc difficilement comparables aux mesures similaires présentées par d'autres émetteurs. Elles doivent être considérées comme des données supplémentaires ne remplaçant pas les renseignements financiers préparés selon les PCGR.

On trouvera un rapprochement du BAIL ajusté et de sa mesure la plus proche selon les PCGR à la page 16, les définitions de la croissance en devises constantes, du délai moyen de recouvrement des créances, du rendement du capital investi, du rendement des capitaux propres, du ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres et à la dette à long terme, des nouveaux contrats et du carnet de commandes aux pages 8 et 9, une analyse des nouveaux contrats et des ratios nouveaux contrats/facturation à la page 10, tandis que l'analyse du ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres, l'analyse du rendement du capital investi, l'analyse du rendement des capitaux propres et l'analyse du délai moyen de recouvrement des créances figurent à la page 21.

### **RETRAITEMENT DES ÉTATS FINANCIERS DES PÉRIODES ANTÉRIEURES**

Au cours de l'exercice 2009, CGI a adopté rétrospectivement le chapitre 3064 du *Manuel de l'ICCA*, intitulé « Écarts d'acquisition et actifs incorporels », avec retraitement des états financiers des périodes antérieures. Le présent rapport de gestion tient compte de l'incidence de ces retraitements sur les états financiers consolidés du trimestre terminé le 31 décembre 2008. Veuillez vous reporter à la note 1 afférente à nos états financiers consolidés pour obtenir de plus amples informations.

#### **Agent des transferts**

Société de fiducie Computershare du Canada  
1-800-564-6253

#### **Relations avec les investisseurs**

Lorne Gorber  
Vice-président, Communications et relations avec les investisseurs  
Téléphone : 514-841-3355  
[lorne.gorber@cgi.com](mailto:lorne.gorber@cgi.com)

# Rapport de gestion

Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2009

## TABLE DES MATIÈRES

<b>PROFIL DE L'ENTREPRISE.....</b>	<b>5</b>
À PROPOS DE CGI.....	5
VISION ET STRATÉGIE .....	6
CONTEXTE CONCURRENTIEL .....	6
VARIATIONS TRIMESTRIELLES.....	6
<b>POINTS SAILLANTS DU PREMIER TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2010.....</b>	<b>6</b>
<b>PROGRAMME DE RACHAT D'ACTIONS .....</b>	<b>7</b>
<b>APERÇU DU PREMIER TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2010 .....</b>	<b>8</b>
PRINCIPALES MESURES DU RENDEMENT.....	8
PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES .....	9
<i>Nouveaux contrats et ratio nouveaux contrats/facturation.....</i>	<i>10</i>
<i>Change .....</i>	<i>10</i>
<i>Répartition des produits.....</i>	<i>11</i>
<i>Variation des produits et produits selon les secteurs d'exploitation .....</i>	<i>12</i>
CHARGES D'EXPLOITATION .....	13
BAIL AJUSTÉ SELON LES SECTEURS D'EXPLOITATION.....	15
BÉNÉFICE TIRÉ DES ACTIVITÉS POURSUIVIES AVANT IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES .....	16
BÉNÉFICE NET.....	17
<b>SITUATION DE TRÉSORERIE.....</b>	<b>18</b>
FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION POURSUIVIES .....	18
FLUX DE TRÉSORERIE AFFECTÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT POURSUIVIES .....	18
FLUX DE TRÉSORERIE AFFECTÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT POURSUIVIES.....	19
INCIDENCE DE LA VARIATION DES TAUX DE CHANGE SUR LA TRÉSORERIE ET LES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS POURSUIVIES .....	19
<b>OBLIGATIONS CONTRACTUELLES.....</b>	<b>19</b>
<b>SOURCES DE FINANCEMENT .....</b>	<b>20</b>
<b>INSTRUMENTS FINANCIERS ET COUVERTURES.....</b>	<b>20</b>
<b>INDICATEURS DE LA SITUATION DE TRÉSORERIE ET DES SOURCES DE FINANCEMENT.....</b>	<b>21</b>
<b>INSTRUMENTS DE FINANCEMENT HORS BILAN ET GARANTIES .....</b>	<b>22</b>
<b>CAPACITÉ DE LIVRER LES RÉSULTATS.....</b>	<b>23</b>
<b>OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS .....</b>	<b>24</b>
<b>RENSEIGNEMENTS ADDITIONNELS SUR LA COENTREPRISE.....</b>	<b>24</b>
<b>SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES.....</b>	<b>24</b>
<b>MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES .....</b>	<b>25</b>
<b>PRINCIPALES ESTIMATIONS COMPTABLES.....</b>	<b>25</b>
<b>MODIFICATIONS COMPTABLES FUTURES.....</b>	<b>29</b>
<b>RISQUES ET INCERTITUDES.....</b>	<b>29</b>
RISQUES DE MARCHÉ.....	29
RISQUES LIÉS À NOTRE SECTEUR D'ACTIVITÉ.....	30
RISQUES LIÉS À NOTRE ENTREPRISE .....	31
<b>INTÉGRITÉ DE LA PRÉSENTATION DES RÉSULTATS .....</b>	<b>35</b>
<b>POURSUITES JUDICIAIRES .....</b>	<b>36</b>

# Rapport de gestion

*Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2009*

## PROFIL DE L'ENTREPRISE

### À PROPOS DE CGI

Fondée en 1976 et établie à Montréal, au Canada, CGI est l'un des plus importants fournisseurs indépendants de services complets en technologies de l'information (« services en TI ») et en gestion des processus d'affaires dans le monde. À cette fin, CGI mise sur un modèle éminemment personnalisé et efficient de prestation de services. CGI et ses entreprises affiliées comptent quelque 26 000 professionnels œuvrant dans 16 pays. Le modèle de prestation de services de la Société lui permet de fournir ses services sur place, dans les bureaux de ses clients ou à distance, par l'entremise de l'un de ses centres d'excellence situés en Amérique du Nord, en Europe et en Inde. Nous possédons aussi des solutions d'affaires avancées qui nous aident à tisser des liens durables avec nos clients. Nous subdivisons nos services en fonction des trois catégories ci-dessous :

- Services-conseils – CGI fournit une gamme complète de services de consultation en TI et en gestion, y compris dans les domaines de la transformation des affaires, de la planification stratégique des TI, de l'ingénierie des processus d'affaires et de l'architecture de systèmes.
- Intégration de systèmes – CGI intègre et adapte des technologies et des applications logicielles de pointe afin de créer des systèmes informatiques qui répondent aux besoins stratégiques de ses clients.
- Gestion de fonctions informatiques et d'affaires (« impartition ») – Nos clients nous délèguent la responsabilité totale ou partielle de leurs fonctions informatiques et de leurs processus d'affaires afin de réaliser des économies substantielles et d'avoir accès aux technologies les plus appropriées tout en conservant la maîtrise de leurs stratégies en ces domaines. Dans le cadre de ce type d'entente, nous mettons en œuvre nos processus de qualité ainsi que nos pratiques visant à rehausser l'efficacité des entreprises clientes. En plus d'incorporer les activités de nos clients à notre réseau technologique, nous pouvons intégrer les professionnels spécialisés qui étaient jusque-là à leur emploi, leur permettant ainsi de se concentrer encore davantage sur leurs principales activités. Les services fournis dans le cadre d'un contrat d'impartition peuvent englober un ou plusieurs des aspects suivants : le développement et l'intégration de nouveaux projets et de nouvelles applications; la maintenance et le soutien d'applications; la gestion de l'infrastructure technologique (informatique d'entreprise et d'utilisateurs, services réseau); le traitement des opérations, la gestion des processus d'affaires et d'autres services tels que la gestion de la paie et la gestion des documents. Les contrats d'impartition, dont la durée est généralement de cinq à dix ans, peuvent être renouvelables.

CGI offre ses services complets aux entreprises appartenant à des secteurs cibles que nous connaissons à fond. Cette approche nous permet de comprendre pleinement les défis concrets auxquels nos clients font face et de mettre à leur disposition les connaissances ainsi que les solutions qu'il leur faut pour réaliser leurs objectifs d'affaires. Nos secteurs cibles sont les gouvernements et les services de santé, les services financiers, les télécommunications et les services publics, le secteur de la distribution et du détail, et le secteur manufacturier.

Nous élargissons les horizons de nos clients et leur procurons des avantages supplémentaires grâce à plus d'une centaine de solutions d'affaires exclusives, parmi lesquelles on retrouve des progiciels de gestion intégrés ainsi que des solutions de crédit et de recouvrement, de gestion fiscale, de gestion des dépenses, de vérification des réclamations, de dépiage des fraudes et de gestion de l'énergie.

La qualité supérieure des services que nous fournissons à nos clients fait notre fierté. Voilà pourquoi nous avons établi et maintenu le programme de qualité de l'Organisation internationale de normalisation (« ISO »). Nous sommes persuadés que c'est en définissant des normes exigeantes de qualité du service et en contrôlant sans cesse la conformité de nos activités à ces normes que nous sommes le mieux en mesure de combler les besoins de nos clients. Notre programme ISO a une très vaste portée au sein de la Société : environ 98 % de nos produits émanent d'unités d'affaires possédant la certification ISO.

# Rapport de gestion

*Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2009*

Nous gérons nos activités en fonction des trois secteurs d'exploitation suivants, outre les activités du siège social : le Canada, les États-Unis d'Amérique et l'Inde (« États-Unis »), ainsi que l'Europe et l'Asie-Pacifique (« Europe »). Ces secteurs d'exploitation sont structurés en fonction du lieu de prestation de services; leurs résultats englobent les activités qu'ils exercent pour les clients de leurs régions respectives ainsi que les activités réalisées par nos centres d'excellence dans le cadre de notre modèle mondial de prestations de services.

## VISION ET STRATÉGIE

Notre stratégie s'appuie sur des données fondamentales à long terme et n'a pas été modifiée depuis le 30 septembre 2009. Veuillez consulter notre rapport annuel 2009 ou notre site Web, à l'adresse [www.cgi.com](http://www.cgi.com), pour obtenir de plus amples informations.

## CONTEXTE CONCURRENTIEL

Aucune modification importante n'a été apportée à la description présentée dans notre rapport annuel 2009.

## VARIATIONS TRIMESTRIELLES

Certains facteurs entraînent des variations trimestrielles qui ne sont pas forcément révélatrices de nos résultats futurs. Veuillez consulter notre rapport annuel 2009 pour obtenir des précisions à ce sujet.

## POINTS SAILLANTS DU PREMIER TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2010

De plus en plus optimiste à l'égard d'une reprise économique, CGI s'y est préparée en mettant en œuvre, depuis le début du repli économique mondial, des mesures additionnelles de contrôle des coûts et une restructuration des unités d'exploitation. Par conséquent, nous avons été en mesure d'assurer le maintien et même la croissance de nos marges bénéficiaires au cours de l'exercice écoulé. Grâce aux mesures gouvernementales en matière de stimulation des dépenses, jumelées à la baisse des taux d'intérêt, la clientèle devrait reprendre ses investissements dans les services de technologie de l'information. Nous avons déjà commencé à ressentir cette incidence comme en témoigne la croissance des nouveaux contrats, particulièrement dans le secteur cible des services financiers. Voici les points saillants du trimestre :

- Les nouveaux contrats totalisent 1,6 milliard \$, ce qui représente un ratio nouveaux contrats/facturation de 174 %;
- Les coûts des services et frais de vente et d'administration exprimés en pourcentage des produits sont passés de 83,7 % pour l'exercice précédent à 82,2 %;
- La marge du BAII ajusté, la marge du bénéfice tiré des activités poursuivies et la marge bénéficiaire nette ont progressé par rapport à 2008;
- Le bénéfice de base et dilué par action tiré des activités poursuivies a monté de plus de 42,3 % par rapport à 2008;
- Le délai moyen de recouvrement des créances s'est amélioré, passant de 52 jours un an plus tôt à 30 jours;
- Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation poursuivies se sont établis à 166 millions \$, soit 87 millions \$ de plus qu'en 2008;
- À la fin du trimestre, le solde de trésorerie et de placements à court terme de 346 millions \$ était supérieur de 70 millions \$ au solde de la dette à long terme;
- La Société a racheté 11,4 millions d'actions au cours du trimestre.

## ACTIONS ET OPTIONS SUR ACTIONS EN CIRCULATION (AU 22 JANVIER 2010)

259 074 263 actions subalternes classe A

33 608 159 actions classe B

29 871 227 options sur actions subalternes classe A

## PERFORMANCE DU TITRE AU COURS DU PREMIER TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2010

Les actions de CGI sont inscrites à la Bourse de Toronto (GIB.A) ainsi qu'à celle de New York (GIB). Elles figurent dans l'indice composé S&P/TSX, dans l'indice plafonné des technologies de l'information S&P/TSX, dans l'indice des titres à moyenne capitalisation S&P/TSX et, depuis peu, dans l'indice Dow Jones Sustainability.

## Rapport de gestion

Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2009

### Bourse de Toronto

	(\$ CA)
Ouverture :	12,50
Haut :	14,78
Bas :	12,07
Clôture :	14,24

### Bourse de New York

	(\$ US)
Ouverture :	11,66
Haut :	13,91
Bas :	11,11
Clôture :	13,56

### Moyenne des transactions quotidiennes

au Canada : 1 293 088

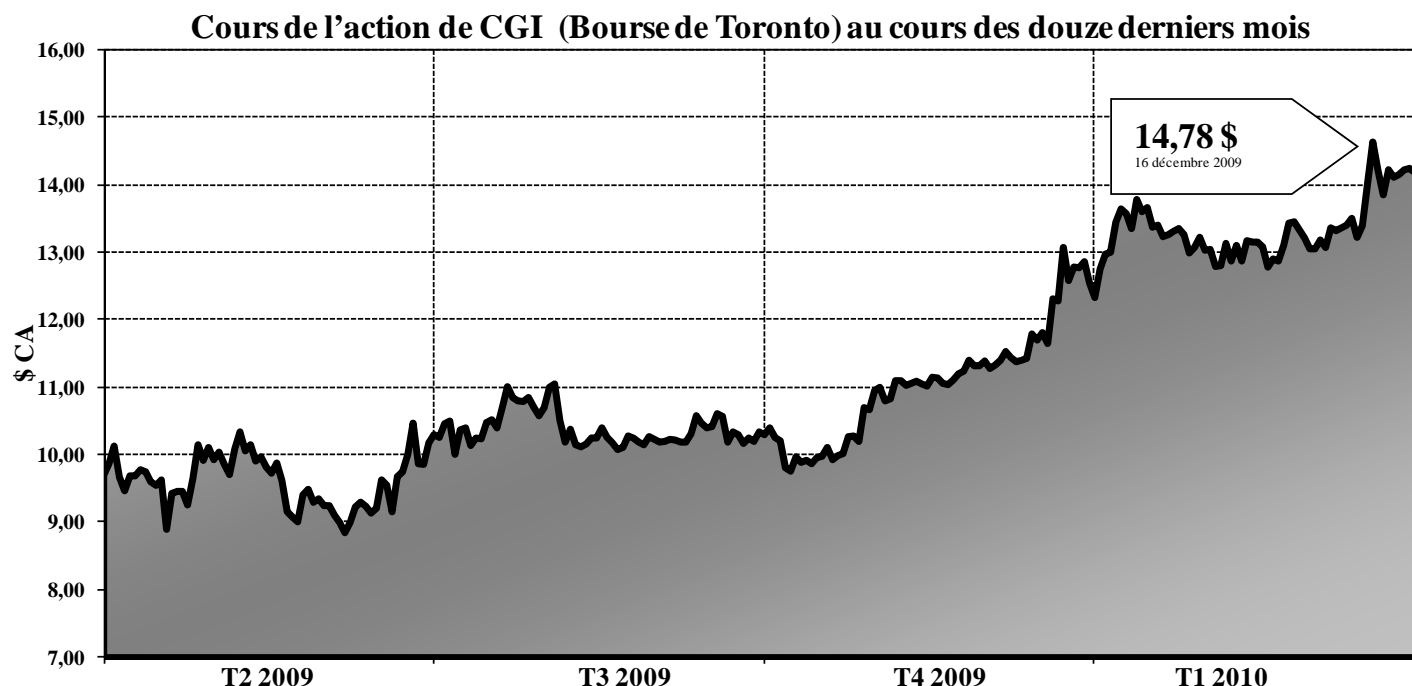
Compte tenu de la moyenne des transactions quotidiennes à la Bourse de Toronto et dans les systèmes de négociation parallèles.

### Moyenne des transactions quotidiennes

aux États-Unis :

173 142

## RENDEMENT DE L'ACTION



## PROGRAMME DE RACHAT D'ACTIONS

Au cours du premier trimestre de 2010, la Société a racheté 11 389 780 de ses actions subalternes classe A en contrepartie de 150,4 millions \$ à un prix moyen, incluant les commissions, de 13,20 \$. Le nombre d'actions subalternes classe A en circulation comprend 37 500 actions qui ont été rachetées à la fin du trimestre, qui étaient détenues et ont été payées par la Société, puis annulées après le 31 décembre 2009.

Entre le 9 février 2009 et le 22 janvier 2010, aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités entrée en vigueur le 9 février 2009, la Société a racheté 24 615 420 de ses actions subalternes classe A en contrepartie de 303,3 millions \$, à un prix moyen, incluant les commissions, de 12,32 \$, soit 91,3 % du rachat permis total.

Le 27 janvier 2010, le conseil d'administration de la Société a approuvé le renouvellement de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités et le rachat, au cours de l'exercice suivant, de jusqu'à 10 %, ou environ 25,2 millions des actions subalternes classe A détenues dans le public, sous réserve de l'approbation des organismes de réglementation.

# Rapport de gestion

Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2009

## APERÇU DU PREMIER TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2010

### PRINCIPALES MESURES DU RENDEMENT

Nous utilisons un éventail de mesures financières, de ratios et de mesures non conformes aux PCGR pour évaluer notre rendement. Le tableau ci-dessous résume nos principales mesures du rendement. Les résultats obtenus et l'analyse des différents indicateurs sont présentés dans les sections suivantes.

Rentabilité	<ul style="list-style-type: none"><li>• BAII ajusté – mesure du bénéfice avant éléments non directement liés au coût des activités, comme les frais de financement et les impôts sur les bénéfices (voir les définitions à la page 3). La direction estime qu'il s'agit du meilleur indicateur de la rentabilité de nos activités.</li><li>• Bénéfice dilué par action tiré des activités poursuivies attribuable aux actionnaires de Groupe CGI inc. – mesure du bénéfice généré pour les actionnaires, présenté par action, qui suppose l'exercice de toutes les options dans le cours.</li></ul>
Liquidités	<ul style="list-style-type: none"><li>• Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation poursuivies – mesure des rentrées de fonds générées dans le cadre de la gestion de nos activités commerciales courantes. Nous croyons que nos flux de trésorerie d'exploitation robustes témoignent de la souplesse financière qui nous permet d'exécuter notre stratégie d'entreprise.</li><li>• Délai moyen de recouvrement des créances – nombre moyen de jours pour convertir nos créances clients et nos travaux en cours en rentrées de fonds. La direction surveille cet indicateur de près pour assurer le recouvrement des sommes dues en temps opportun et le maintien d'un niveau suffisant de liquidités, et elle s'engage à ce que le délai moyen demeure inférieur à la cible de 45 jours.</li></ul>
Croissance	<ul style="list-style-type: none"><li>• Croissance en devises constantes – mesure de la croissance des produits avant l'effet de la variation des taux de change. Nous estimons qu'il est utile d'ajuster les produits de manière à exclure l'incidence des fluctuations des devises afin de mieux comprendre les tendances du secteur.</li><li>• Carnet de commandes – meilleure estimation par la direction des produits qui seront réalisés dans l'avenir, en fonction des modalités des contrats de clients respectifs en vigueur à une date donnée.</li><li>• Ratio nouveaux contrats/facturation – mesure des nouveaux contrats obtenus en proportion avec nos produits de la période. Cet indicateur permet à la direction de surveiller les initiatives de développement des affaires de l'entreprise pour assurer la croissance de notre carnet de commandes et de nos activités au fil du temps. La direction demeure engagée à maintenir un ratio cible supérieur à 100 % sur une période de douze mois. La direction estime que cette période plus longue constitue une mesure plus efficace étant donné que l'envergure et l'échéancier des nouveaux contrats pourraient faire varier la mesure considérablement sur une période de trois mois seulement.</li></ul>
Structure du capital	<ul style="list-style-type: none"><li>• Ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres et à la dette à long terme – mesure de notre levier financier, déduction faite de notre situation de trésorerie et des placements à court terme. La direction utilise cet indicateur, qui donne un aperçu de notre santé financière, pour surveiller la proportion de la dette par rapport aux capitaux utilisés pour financer nos activités.</li><li>• Rendement des capitaux propres – mesure du taux de rendement de la participation de nos actionnaires. La direction fait appel au rendement des capitaux propres pour mesurer l'efficacité avec laquelle elle génère des bénéfices pour les actionnaires de la Société et dans quelle mesure la Société a du succès en utilisant les fonds de placement pour faire croître le bénéfice.</li><li>• Rendement du capital investi – mesure de l'efficacité avec laquelle la Société répartit les capitaux dont elle a le contrôle dans des placements rentables. La direction examine ce ratio pour déterminer dans quelle mesure elle utilise bien ses fonds pour dégager des rendements.</li></ul>



# Rapport de gestion

Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2009

## PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES

Aux et pour les périodes de trois mois terminées les	31 déc. 2009	30 sept. 2009	30 juin 2009	31 mars 2009	31 déc. 2008	30 sept. 2008	30 juin 2008	31 mars 2008
<b>Croissance</b>								
Carnet de commandes <sup>1</sup> (en millions de dollars)	11 410	10 893	11 772	12 019	11 400	11 645	11 638	11 672
Nouveaux contrats (en millions de dollars)	1 591	549	1 059	1 676	775	982	986	1 043
Ratio nouveaux contrats/facturation	174 %	59 %	111 %	177 %	78 %	106 %	104 %	112 %
Produits (en milliers de dollars)	913 006	926 051	950 419	948 319	1 000 372	929 198	950 468	930 770
Croissance sur douze mois	-8,7 %	-0,3 %	0,0 %	1,9 %	11,7 %	2,8 %	4,0 %	-0,2 %
Croissance en devises constantes <sup>2</sup>	-3,7 %	-1,4 %	-4,5 %	-5,6 %	4,3 %	2,6 %	6,5 %	5,4 %
<b>Rentabilité</b>								
BAIL ajusté <sup>3</sup>	119 436	126 128	113 135	107 250	114 228	105 255	111 091	108 516
Marge du BAIL ajusté	13,1 %	13,6 %	11,9 %	11,3 %	11,4 %	11,3 %	11,7 %	11,7 %
Bénéfice tiré des activités poursuivies (en milliers de dollars)	111 219	82 640	76 678	76 590	79 989	75 492	82 066	69 386
Marge du bénéfice tiré des activités poursuivies	12,2 %	8,9 %	8,1 %	8,1 %	8,0 %	8,1 %	8,6 %	7,5 %
Bénéfice net (en milliers de dollars)	111 219	82 640	76 678	77 813	80 074	73 815	78 289	69 062
Marge bénéficiaire nette	12,2 %	8,9 %	8,1 %	8,2 %	8,0 %	7,9 %	8,2 %	7,4 %
Bénéfice de base par action tiré des activités poursuivies (en dollars) <sup>4</sup>	0,38	0,27	0,25	0,25	0,26	0,24	0,26	0,22
Bénéfice dilué par action tiré des activités poursuivies (en dollars) <sup>4</sup>	0,37	0,27	0,25	0,25	0,26	0,24	0,25	0,21
Bénéfice de base par action (en dollars) <sup>4</sup>	0,38	0,27	0,25	0,25	0,26	0,24	0,25	0,21
Bénéfice dilué par action (en dollars) <sup>4</sup>	0,37	0,27	0,25	0,25	0,26	0,23	0,24	0,21
<b>Liquidités</b>								
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation poursuivies (en milliers de dollars)	166 128	192 450	170 894	187 299	79 601	82 942	105 882	45 869
Délai moyen de recouvrement des créances <sup>5</sup>	30	39	41	42	52	50	48	44
<b>Structure du capital</b>								
Ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres et à la dette à long terme <sup>6</sup>	s.o.	s.o.	0,6 %	4,0 %	9,6 %	13,9 %	15,6 %	15,1 %
Rendement des capitaux propres <sup>7</sup>	15,2 %	14,2 %	14,3 %	15,1 %	15,4 %	15,6 %	15,3 %	14,4 %
Rendement du capital investi <sup>8</sup>	15,4 %	14,0 %	13,7 %	14,1 %	14,1 %	14,0 %	13,5 %	12,7 %
<b>Bilan</b>								
Trésorerie et équivalents de trésorerie et placements à court terme	346 445	343 427	271 974	186 427	216 034	50 134	67 632	82 002
Total de l'actif	3 785 231	3 899 910	3 988 216	3 938 735	3 985 914	3 680 558	3 655 789	3 556 946
Passifs financiers à long terme	290 625	302 741	324 892	345 904	436 860	326 916	378 920	391 076

<sup>1</sup> Le carnet de commandes tient compte de l'obtention de nouveaux contrats et des prolongations et renouvellements de contrats (« nouveaux contrats »), contrebalancés en partie par les travaux achevés au cours du trimestre chez les clients ainsi que des modifications de volumes, des annulations et de l'incidence des taux de change sur nos contrats en vigueur. Le carnet de commandes repose sur des estimations de la direction qui peuvent être modifiées de temps à autre.

<sup>2</sup> La croissance en devises constantes est ajustée pour éliminer l'incidence de la variation des taux de change. Voir la page 12 pour plus de renseignements.

<sup>3</sup> Le BAIL ajusté n'est pas une mesure définie par les PCGR. La page 16 présente un rapprochement de cet élément et de sa mesure la plus proche selon les PCGR.

<sup>4</sup> Les montants relatifs au bénéfice par action sont attribuables aux actionnaires de Groupe CGI inc.

<sup>5</sup> On calcule le délai moyen de recouvrement des créances en soustrayant les produits reportés de la somme des créances clients et des travaux en cours, puis en divisant le résultat de cette opération par les produits comptabilisés pour la dernière période de trois mois, divisés par 90 jours.

<sup>6</sup> Le ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres et à la dette à long terme représente l'importance relative de la dette à long terme, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et des placements à court terme (« dette nette »), par rapport à la somme des capitaux propres et de la dette à long terme. La dette nette et la somme des capitaux propres et de la dette à long terme sont toutes deux présentées déduction faite de la juste valeur des contrats à terme. Au premier trimestre de 2010 et au quatrième trimestre de 2009, le ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres et à la dette à long terme a été négatif, donc sans objet (s.o.).

<sup>7</sup> Le taux de rendement des capitaux propres correspond au bénéfice tiré des activités poursuivies pour les douze derniers mois divisé par les capitaux propres moyens des quatre trimestres les plus récents.

<sup>8</sup> Le taux de rendement du capital investi représente le BAIL ajusté après impôts, divisé par la moyenne du capital investi (soit la somme des capitaux propres et de la dette moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie et les placements à court terme, déduction faite de la juste valeur des contrats à terme) au cours des quatre trimestres les plus récents.

<sup>9</sup> Les passifs financiers à long terme comprennent la tranche à long terme de la dette et des contrats de location-acquisition, les coûts d'intégration et de restructuration, les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, la rémunération différée et les contrats à terme en situation de passif.

# Rapport de gestion

Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2009

## RÉSULTATS FINANCIERS

### Nouveaux contrats et ratio nouveaux contrats/facturation

Le ratio nouveaux contrats/facturation de la Société s'est établi à 174 % pour le trimestre. Le ratio nouveaux contrats/facturation représente la valeur totale des nouveaux contrats par rapport à la valeur totale des produits de la période considérée. Sur les nouveaux contrats d'une valeur de 1,6 milliard \$ signés au cours du trimestre, 58 % provenaient de nouveaux clients, et 42 %, de prolongations et de renouvellements.

Les progrès ont été spécialement marqués dans les secteurs cibles des services financiers et des gouvernements et services de santé, d'où ont émané respectivement environ 72 % et 14 % du total des nouveaux contrats signés. Sur le plan géographique, l'apport du Canada s'est établi à 77 % alors que les États-Unis ont fourni 20 %, et l'Europe, 3 % des nouveaux contrats signés.

Nous présentons de l'information sur les nouveaux contrats signés, car nous estimons fournir ainsi des renseignements utiles sur la variation de notre volume de contrats au fil du temps. Néanmoins, compte tenu des délais de prise d'effet de nos contrats d'impartition et des périodes de transition précédant leur mise en œuvre, les produits associés à ces nouveaux contrats peuvent fluctuer d'une période à l'autre. Les valeurs initialement comptabilisées peuvent varier avec le temps en raison de leur caractère variable, y compris l'utilisation découlant de la demande, les modifications de la portée des travaux à exécuter découlant de changements des demandes des clients ainsi que les dispositions de résiliation au gré des clients. Par conséquent, l'information concernant nos nouveaux contrats ne doit pas faire l'objet d'une comparaison avec l'analyse de nos produits ni se substituer à une telle analyse. Il s'agit plutôt d'un indicateur clé de nos produits futurs utilisé par la direction de la Société pour évaluer la croissance.

### Change

La Société exerce ses activités à l'échelle mondiale et est exposée à la variation des taux de change. Nous présentons tous les montants en dollars canadiens. Toutefois, selon les PCGR, nous évaluons les actifs, les passifs et les opérations en devises en fonction des divers taux de change.

Pour les périodes qui suivent, nous avons utilisé les taux de change de clôture suivants pour évaluer nos actifs, nos passifs et le carnet de commande en dollars canadiens :

	Aux 31 décembre			Au 30 septembre	
	2009	2008	Variation 2009/2008	2009	Variation déc./sept.
Dollar américain	<b>1,0466</b>	1,2246	-14,5 %	1,0722	-2,4 %
Euro	<b>1,5000</b>	1,7046	-12,0 %	1,5686	-4,4 %
Roupie indienne	<b>0,0226</b>	0,0252	-10,3 %	0,0223	1,3 %
Livre sterling	<b>1,6918</b>	1,7896	-5,5 %	1,7158	-1,4 %

Nous avons utilisé les taux de change moyens qui suivent pour évaluer nos produits, nos charges et nos nouveaux contrats :

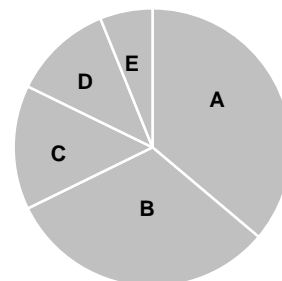
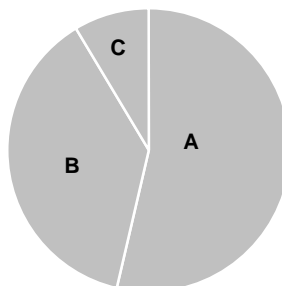
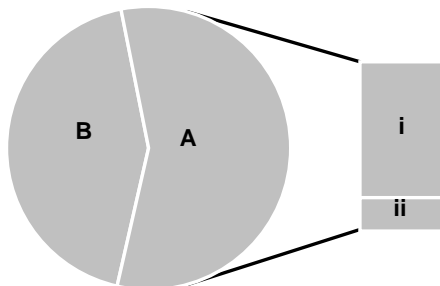
	2009	2008	Variation 2009/2008
Pour les périodes de trois mois terminées les 31 décembre			
Dollar américain	<b>1,0562</b>	1,2118	-12,8 %
Euro	<b>1,5600</b>	1,5960	-2,3 %
Roupie indienne	<b>0,0227</b>	0,0249	-8,8 %
Livre sterling	<b>1,7261</b>	1,9006	-9,2 %

## Rapport de gestion

Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2009

### Répartition des produits

Les graphiques suivants fournissent des renseignements additionnels sur la répartition de nos produits du trimestre.



Types de contrats	Répartition géographique	Secteurs cibles
A. Gestion de fonctions informatiques et d'affaires (impartition) i) Services en TI 50 % ii) Gestion des processus d'affaires 10 % B. Intégration de systèmes et services-conseils 40 %	A. Canada 59 % B. États-Unis 34 % C. Europe 7 %	A. Services financiers 34 % B. Gouvernements et services de santé 33 % C. Télécommunications et services publics 16 % D. Distribution et détail 12 % E. Secteur manufacturier 5 %

## Rapport de gestion

Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2009

### Variation des produits et produits selon les secteurs d'exploitation

Le tableau qui suit présente la croissance totale de nos produits et la croissance de nos produits selon les secteurs d'exploitation, entre le premier trimestre de l'exercice 2010 et le premier trimestre de l'exercice 2009, en isolant l'incidence de la variation des taux de change. Les produits par secteur d'exploitation pour le premier trimestre de l'exercice 2009 sont établis au moyen des taux de change réels pour cette période.

	Périodes de trois mois terminées les		
	31 déc. 2009	31 déc. 2008	Variation
<i>(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)</i>			
Produits	<b>913 006</b>	1 000 372	<b>-8,7 %</b>
Variation avant effet de la variation des taux de change	<b>-3,7 %</b>	4,3 %	
Effet de la variation des taux de change	<b>-5,0 %</b>	7,4 %	
Variation par rapport à la période précédente	<b>-8,7 %</b>	11,7 %	
Produits attribuables au secteur d'exploitation Canada			
avant effet de la variation des taux de change	<b>540 935</b>	584 257	<b>-7,4 %</b>
Effet de la variation des taux de change	<b>(2 369)</b>		
Produits attribuables au secteur d'exploitation Canada	<b>538 566</b>	584 257	<b>-7,8 %</b>
Produits attribuables au secteur d'exploitation États-Unis			
avant effet de la variation des taux de change	<b>358 637</b>	341 696	<b>5,0 %</b>
Effet de la variation des taux de change	<b>(45 621)</b>		
Produits attribuables au secteur d'exploitation États-Unis	<b>313 016</b>	341 696	<b>-8,4 %</b>
Produits attribuables au secteur d'exploitation Europe			
avant effet de la variation des taux de change	<b>63 778</b>	74 419	<b>-14,3 %</b>
Effet de la variation des taux de change	<b>(2 354)</b>		
Produits attribuables au secteur d'exploitation Europe	<b>61 424</b>	74 419	<b>-17,5 %</b>
Produits	<b>913 006</b>	1 000 372	<b>-8,7 %</b>

Bien que la Société ait affiché une saine croissance de ses produits au cours du premier trimestre de l'exercice 2009, dès le deuxième trimestre l'incidence du ralentissement économique à l'échelle mondiale était manifeste et a poussé de nombreux clients à faire preuve de prudence, cherchant à conserver leurs liquidités et à revoir leurs plans d'investissement dans le but de préserver leur rentabilité à court terme et de réduire les exigences en matière de flux de trésorerie. Certains clients ont choisi de reporter ou d'échelonner davantage leurs projets en cours de réalisation, de différer le lancement de nouveaux projets, de se procurer les mêmes services auprès de nos centres mondiaux de prestation de services ou de réévaluer leurs budgets d'investissement et d'exploitation, et ce, afin d'améliorer leurs marges bénéficiaires. Bien que le ralentissement économique se soit encore fait sentir sur nos produits du premier trimestre, les nouveaux contrats du trimestre de 1,6 milliard \$ et un ratio nouveaux contrats/facturation de 130 % pour les douze derniers mois indiquent que nos clients recommencent à dépenser en services de TI.

Pour le premier trimestre de l'exercice 2010, les produits ont totalisé 913,0 millions \$, soit un recul de 87,4 millions \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. En devises constantes, les produits ont diminué de 3,7 % sur douze mois, et la variation des taux de change a amplifié la diminution de 5,0 %, ou 50,3 millions \$, surtout en raison de la dépréciation du dollar américain. En devises constantes, des baisses ont été enregistrées dans les secteurs cibles des télécommunications et des services publics, du secteur manufacturier et du secteur de la distribution et détail, mais ont été partiellement neutralisées par la croissance des secteurs cibles des gouvernements et des services de santé ainsi que des services financiers.

# Rapport de gestion

Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2009

## Canada

Pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2009, les produits émanant de notre secteur d'exploitation Canada ont totalisé 538,6 millions \$, ce qui correspond à un repli de 45,7 millions \$, ou 7,8 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Une tranche d'environ 25,9 millions \$ de ce repli est imputable à un contrat peu rentable qui n'a pas été renouvelé au deuxième trimestre de l'exercice 2009, alors que le solde est attribuable aux clients qui ont continué de reporter le lancement de nouveaux projets ou choisi d'obtenir leurs services auprès de centres moins coûteux. Cette baisse est conforme à nos attentes. Une amélioration de la conjoncture, combinée avec un intérêt renouvelé pour nos services, nous permet de croire que nos clients recommenceront à affecter des fonds à leurs nouveaux projets de TI.

## États-Unis

Pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2009, les produits attribuables au secteur d'exploitation États-Unis se sont chiffrés à 313,0 millions \$, soit une baisse de 28,7 millions \$ ou 8,4 % comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. Les taux de change défavorables ont fait baisser nos produits de 45,6 millions \$, alors que nos activités ont en partie contrebalancé cette baisse avec une croissance de nos produits de 16,9 millions \$ ou 5,0 % en devises constantes. L'offre économique dans notre gamme de solutions continue de plaire aux clients de tous les secteurs cibles, et plus particulièrement à ceux des secteurs des services financiers et des gouvernements et des services de santé. Comme pour nos autres secteurs d'exploitation, le comportement prudent de la part de certains de nos clients américains a nui à nos produits. Cependant, des contrats d'impartition signés récemment au cours de l'exercice 2009 continuent de compenser les baisses des produits et de contribuer à leur croissance dans ce secteur.

## Europe

Notre secteur d'exploitation Europe a dégagé des produits de 61,4 millions \$ pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2009, ce qui correspond à un recul de 13,0 millions \$ ou 17,5 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. En devises constantes, les produits ont diminué de 10,6 millions \$, ou 14,3 %, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. Le marché européen est encore en pleine crise économique. Les conséquences de l'incertitude économique ont continué de pousser nos clients européens à reporter, voire annuler, les projets discrétionnaires afin de dégager des ressources pour investir dans des initiatives visant à stimuler à court terme les marges et les flux de trésorerie. Ces baisses ont surtout été constatées relativement aux clients du secteur cible des télécommunications et des services publics.

## CHARGES D'EXPLOITATION

	Périodes de trois mois terminées les			
	31 déc. 2009	% des produits	31 déc. 2008	% des produits
(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)				
Coûts des services et frais de vente et d'administration	750 385	82,2 %	837 077	83,7 %
(Gain) perte de change	(1 121)	-0,1 %	3 784	0,4 %
<b>Amortissement</b>				
Immobilisations	17 181	1,9 %	13 817	1,4 %
Coûts liés à des contrats relativement aux coûts de transition	4 903	0,5 %	4 779	0,5 %
Autres actifs incorporels	22 222	2,4 %	26 687	2,7 %
Amortissement total	44 306	4,9 %	45 283	4,5 %

## Rapport de gestion

*Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2009*

### Coûts des services et frais de vente et d'administration

Par rapport au premier trimestre de l'exercice 2009, le pourcentage des produits totaux que représentent nos coûts des services et frais de vente et d'administration s'est amélioré, passant de 83,7 % à 82,2 %, en raison surtout de l'amélioration de la marge brute à la suite d'initiatives de restructuration et d'augmentation du rendement mises en œuvre précédemment. Les coûts de nos services sont établis principalement en fonction de la rémunération, laquelle fluctue en raison des ajustements salariaux, du calendrier de versement des avantages sociaux et de toute indemnité de départ octroyée pendant la période. Nous continuons de canaliser nos efforts sur la gestion proactive de nos coûts pour assurer leur concordance avec les produits. Sur douze mois, la fluctuation des taux de change a fait reculer les coûts de nos services et nos frais de vente et d'administration de 43,1 millions \$, atténuant en partie l'incidence négative de 50,3 millions \$ de la variation des taux de change décrite à la rubrique sur les produits.

### (Gain) perte de change

Ce poste comprend l'incidence réalisée et non réalisée de la variation des taux de change sur notre bénéfice. La Société, en plus de sa couverture naturelle, a mis en œuvre une stratégie visant à gérer son exposition, dans la mesure du possible, aux fluctuations des taux de change au moyen de l'utilisation efficace d'instruments financiers. Une tranche de 2,0 millions \$ de la perte de 3,8 millions \$ de 2008 est attribuable à la composante intérêts de nos couvertures de flux de trésorerie mises en place en 2007 à l'égard de nos billets de premier rang non garantis en devise américaine.

### Amortissement

Pour le premier trimestre de l'exercice 2010, la hausse des charges d'amortissement des immobilisations par rapport à la période correspondante de l'exercice 2009 est surtout liée au matériel informatique acquis au cours du dernier exercice afin de soutenir nos nouveaux contrats et d'améliorer l'infrastructure de nos centres de traitement des données.

Les charges d'amortissement des coûts liés à des contrats ont été comparables à celles de l'exercice précédent, traduisant l'incidence nette de l'amortissement lié aux nouveaux clients et aux nouveaux contrats amorcés, contrebalancée par l'achèvement de contrats.

Les charges d'amortissement des autres actifs incorporels ont fléchi par rapport à la période de trois mois correspondante terminée le 31 décembre 2008. Ce fléchissement est surtout attribuable à la perte de valeur comptabilisée au dernier trimestre de l'exercice 2009 relativement à certaines solutions d'affaires financières de nos activités aux États-Unis. En conséquence, aucun amortissement n'a été constaté à l'égard de ces actifs dépréciés au cours du trimestre considéré. En outre, au cours des derniers exercices, nous avons élargi l'utilisation de nos ressources outre-mer en vue de réduire le coût de nos investissements dans les solutions d'affaires, ce qui a aussi eu une incidence favorable sur la réduction des charges d'amortissement.

La variation des taux de change entre le premier trimestre de l'exercice 2009 et le trimestre correspondant de l'exercice 2010 a eu une incidence favorable de 2,3 millions \$ sur les charges d'amortissement totales.

# Rapport de gestion

Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2009

## BAIL AJUSTÉ SELON LES SECTEURS D'EXPLOITATION

	Périodes de trois mois terminées les		
	31 déc. 2009	31 déc. 2008	Variation
<i>(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)</i>			
Canada	89 828	76 662	17,2 %
<i>En pourcentage des produits attribuables au secteur d'exploitation Canada</i>	16,7 %	13,1 %	
États-Unis	40 758	48 787	-16,5 %
<i>En pourcentage des produits attribuables au secteur d'exploitation États-Unis</i>	13,0 %	14,3 %	
Europe	1 398	4 298	-67,5 %
<i>En pourcentage des produits attribuables au secteur d'exploitation Europe</i>	2,3 %	5,8 %	
Siège social	(12 548)	(15 519)	-19,1 %
<i>En pourcentage des produits</i>	-1,4 %	-1,6 %	
BAIL ajusté	119 436	114 228	4,6 %
<i>Marge du BAIL ajusté</i>	13,1 %	11,4 %	

### Canada

Pour le premier trimestre de l'exercice 2010, le BAIL ajusté de notre secteur d'exploitation Canada s'est établi à 89,8 millions \$, soit une hausse de 13,2 millions \$ ou 17,2 % par rapport au premier trimestre de l'exercice 2009. Exprimée en pourcentage des produits, notre marge a augmenté, passant de 13,1 % à 16,7 %. Cette hausse par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent résulte en majeure partie des avantages attribuables à la restructuration de nos activités au Canada mise en œuvre à l'exercice précédent, ayant eu une incidence positive sur nos marges brutes et nos charges d'exploitation. En outre, les investissements effectués au cours des deux exercices précédents ont contribué à l'amélioration de la productivité de nos centres de données.

### États-Unis

En baisse de 8,0 millions \$, ou 16,5 %, par rapport au premier trimestre de 2009, le BAIL ajusté de notre secteur d'exploitation États-Unis a atteint 40,8 millions \$ pour le premier trimestre de 2010. En devises constantes, le BAIL ajusté a reculé de 1,9 million \$, ou 3,8 %. Exprimée en pourcentage des produits, notre marge s'est rétrécie, passant de 14,3 % à 13,0 %. Bien que nous ayons constaté une croissance dans le secteur public, le secteur commercial a subi quant à lui l'incidence défavorable du repli économique mondial alors que les clients ont annulé ou interrompu leurs investissements en TI. Comme pour les autres secteurs, nous continuerons à prendre des mesures proactives à l'égard de nos coûts afin de les aligner avec nos produits prévus, nous assurant ainsi de demeurer concurrentiels tout en augmentant nos marges au fil du temps.

### Europe

Pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2009, le BAIL ajusté de notre secteur d'exploitation Europe s'est établi à 1,4 million \$, soit une baisse de 2,9 millions \$, ou 67,5 %, par rapport à la même période en 2008. Exprimée en pourcentage des produits, notre marge a reculé, passant de 5,8 % à 2,3 %. Ce recul est principalement attribuable à la baisse des produits mentionnée auparavant, entraînant une capacité excédentaire dans toutes les régions du secteur. En outre, afin d'aligner de façon proactive notre structure de coûts sur les produits prévus, nous avons engagé des charges de restructuration d'environ 3,0 millions \$ au cours du trimestre considéré.

# Rapport de gestion

Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2009

## Siège social

Pour le premier trimestre de l'exercice 2010, les charges du siège social ont représenté 1,4 % des produits, en baisse par rapport à 1,6 % au trimestre correspondant de l'exercice 2009. L'effet des gains et pertes de change réalisés et non réalisés est inclus dans les charges du siège social. Compte non tenu de l'incidence de la variation des taux de change, les charges du siège social se seraient élevées à 13,7 millions \$, ou 1,5 % des produits, pour le premier trimestre de l'exercice 2010. Pour la même période de l'exercice 2009, les charges du siège social auraient été de 11,7 millions \$, ou 1,2 % des produits, sur une base comparable. Exprimées en pourcentage des produits, nos charges du siège social ont été passablement les mêmes, à l'exception des recouvrements internes auprès de nos unités fonctionnelles.

Conformément à notre modèle d'entreprise décentralisé, fortement axé sur la responsabilisation, nous continuons à évaluer les services assurés par le siège social et, s'il y a lieu, nous procéderons à leur rationalisation ainsi qu'à leur intégration à nos secteurs d'exploitation.

## BÉNÉFICE TIRÉ DES ACTIVITÉS POURSUIVIES AVANT IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Le tableau ci-dessous fournit, pour les périodes indiquées, un rapprochement de notre BAII ajusté et du bénéfice tiré des activités poursuivies avant impôts sur les bénéfices, qui est présenté conformément aux PCGR du Canada.

	Périodes de trois mois terminées les			
	31 déc. 2009	% des produits	31 déc. 2008	% des produits
<i>(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)</i>				
BAII ajusté	119 436	13,1 %	114 228	11,4 %
Intérêts sur la dette à long terme	3 729	0,4 %	6 702	0,7 %
Revenu d'intérêts	(371)	0,0 %	(770)	-0,1 %
Autres (revenus) charges	(528)	-0,1 %	2 505	0,3 %
Bénéfice tiré des activités poursuivies avant impôts sur les bénéfices	116 606	12,8 %	105 791	10,6 %

## Intérêts sur la dette à long terme

La diminution de la charge d'intérêts pour le premier trimestre de l'exercice 2010 par rapport au trimestre correspondant de l'exercice 2009 résulte essentiellement de l'effet combiné sur nos facilités de crédit de la variation favorable des taux d'intérêt et des remboursements de dette effectués au cours du dernier exercice.

## Revenu d'intérêts

Le revenu d'intérêts comprend les intérêts et les autres revenus de placement touchés sur les soldes de trésorerie et les placements à court terme au cours de la période, déduction faite de la charge d'intérêts.

## Autres (revenus) charges

Pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2009, les autres (produits) charges comprennent l'augmentation d'environ 0,6 million \$ de la juste valeur de certains placements liés à un régime de rémunération différée que nous gérons à titre de fiduciaire pour certains de nos employés américains. La moins-value liée au régime de rémunération différée a été annulée entièrement par une baisse correspondante des coûts de rémunération inclus dans les coûts des services et frais de vente et d'administration et n'a par conséquent aucun effet sur notre bénéfice avant impôts. Au premier trimestre de l'exercice 2009, une variation défavorable de 2,4 millions \$ était attribuable au régime de rémunération différée.

## Impôts sur les bénéfices

Pour les périodes de trois mois terminées les 31 décembre 2009 et 2008, la charge d'impôts sur les bénéfices s'est établie respectivement à 5,4 millions \$ et à 25,8 millions \$, soit une diminution de 20,4 millions \$. Notre taux d'imposition



## Rapport de gestion

Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2009

effectif pour les périodes de trois mois terminées les 31 décembre 2009 et 2008 s'est fixé respectivement à 4,6 % et à 24,4 %. Cette importante diminution résulte d'ajustements fiscaux de 30,5 millions \$ principalement attribuables aux ententes finales et à l'expiration des délais de prescription. Pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2008, la charge d'impôts sur les bénéfices comprenait un avantage fiscal favorable de 8,6 millions \$ lié à une décision rendue par un tribunal à l'égard des passifs d'impôts des exercices antérieurs. Compte non tenu de ces avantages fiscaux favorables, notre taux d'imposition pour les périodes de trois mois terminées les 31 décembre 2009 et 2008 aurait été respectivement de 30,8 % et de 32,5 %.

Nous continuons de prévoir que notre taux d'imposition effectif avant tout règlement important sera de l'ordre de 31 % à 33 % pour les périodes ultérieures.

### BÉNÉFICE NET

Le tableau ci-dessous présente les renseignements sous-jacents au calcul du résultat par action.

	Périodes de trois mois terminées les		
	31 déc. 2009	31 déc. 2008	Variation
<i>(en milliers de dollars, sauf indication contraire)</i>			
Bénéfice tiré des activités poursuivies	111 219	79 989	39,0 %
<i>Marge</i>	12,2 %	8,0 %	
Bénéfice tiré des activités abandonnées, déduction faite des impôts sur les bénéfices	-	85	-100,0 %
Bénéfice net	111 219	80 074	38,9 %
<i>Marge</i>	12,2 %	8,0 %	
Nombre moyen pondéré d'actions subalternes classe A et d'actions classe B ( <i>de base</i> )	295 477 129	308 274 151	-4,2 %
Nombre moyen pondéré d'actions subalternes classe A et d'actions classe B ( <i>dilué</i> )	301 953 549	310 654 514	-2,8 %
Bénéfice de base par action tiré des activités poursuivies ( <i>en dollars</i> ) <sup>1</sup>	0,38	0,26	46,2 %
Bénéfice dilué par action tiré des activités poursuivies ( <i>en dollars</i> ) <sup>1</sup>	0,37	0,26	42,3 %
Bénéfice de base par action ( <i>en dollars</i> ) <sup>1</sup>	0,38	0,26	46,2 %
Bénéfice dilué par action ( <i>en dollars</i> ) <sup>1</sup>	0,37	0,26	42,3 %

<sup>1</sup> Les montants relatifs au bénéfice par action sont attribuables aux actionnaires de Groupe CGI inc.

Pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2009, le bénéfice tiré des activités poursuivies a augmenté de 31,2 millions \$, ou 39,0 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison surtout d'ajustements fiscaux mentionnés dans la section précédente. Déduction faite de l'incidence favorable des avantages fiscaux ponctuels du premier trimestre des exercices 2009 et 2010, le bénéfice normalisé tiré des activités poursuivies aurait augmenté de 9,3 millions \$, et la marge serait passée de 7,1 % pour l'exercice 2009 à 8,8 % pour l'exercice 2010. Le reste de l'amélioration est attribuable à l'augmentation de la rentabilité de notre secteur d'exploitation Canada.

Le nombre moyen pondéré de base et dilué d'actions de CGI en circulation au cours du premier trimestre de l'exercice 2010 a diminué par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent en raison du rachat d'actions sur le marché libre dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités. L'émission d'actions subalternes classe A, dans le contexte de l'exercice d'options sur actions, a partiellement atténué l'effet de ces rachats.

## Rapport de gestion

Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2009

### Participation ne donnant pas le contrôle

La participation ne donnant pas le contrôle inscrite dans notre état des résultats représente la participation dans Conseillers en informatique d'affaires (« CIA ») détenue par des actionnaires minoritaires, laquelle s'établit à 31,9 %, contre 34,7 % pour le premier trimestre de l'exercice 2009.

### SITUATION DE TRÉSORERIE

CGI finance sa croissance en combinant les flux de trésorerie provenant de ses activités d'exploitation, l'utilisation de ses facilités de crédit, l'émission d'actions à long terme et l'émission d'actions. L'un de nos principaux objectifs financiers est de maintenir un niveau optimal de liquidités en gérant efficacement nos actifs, nos passifs et nos flux de trésorerie.

Au 31 décembre 2009, la trésorerie et les équivalents de trésorerie totalisaient 337,4 millions \$. Le tableau qui suit présente un sommaire de la provenance et de l'affectation des flux de trésorerie pour les périodes de trois terminées les 31 décembre 2009 et 2008.

(en milliers de dollars)	Périodes de trois mois terminées les		
	31 déc.	31 déc.	
	2009	2008	Variation
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation poursuivies	166 128	79 601	86 527
Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement poursuivies	(36 112)	(25 862)	(10 250)
Flux de trésorerie (affectés aux) provenant des activités de financement poursuivies	(130 253)	91 446	(221 699)
Incidence de la variation des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie des activités poursuivies	(5 765)	20 535	(26 300)
(Diminution) augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie des activités poursuivies	(6 002)	165 720	(171 722)

### FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION POURSUIVIES

Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation poursuivies se sont élevés à 166,1 millions \$ ou 18,2 % des produits pour le premier trimestre de l'exercice 2010, tandis qu'ils se sont chiffrés à 79,6 millions \$ ou 8,0 % des produits pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation sur douze mois de 86,5 millions \$ découle principalement de la variation nette de certains éléments du fonds de roulement, laquelle est surtout attribuable à l'amélioration du recouvrement des créances et au calendrier de perception des paiements anticipés, comme l'illustre la diminution de 22 jours du délai moyen de recouvrement des créances. Cette augmentation a été légèrement contrebalancée par la réduction de la rémunération additionnelle découlant du paiement de la participation annuelle aux bénéfices et du paiement anticipé d'une journée de salaire en raison de la fin de l'année civile.

### FLUX DE TRÉSORERIE AFFECTÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT POURSUIVIES

Les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont totalisé 36,1 millions \$ pour le premier trimestre de l'exercice 2010, ce qui représente une hausse de 10,2 millions \$ par rapport à 25,9 millions \$ investis au cours de l'exercice précédent. Les investissements effectués au cours de la période découlent principalement des coûts liés à des contrats, à l'achat de droits d'utilisation de logiciels additionnels ainsi qu'à des investissements à court terme.

Les placements à court terme, composés de dépôts à terme, ont des échéances initiales de plus de trois mois, mais d'au plus un an, à la date de leur acquisition. La Société a acquis des placements à court terme au cours du trimestre écoulé en contrepartie de 9,0 millions \$, mais n'a pas effectué pareils investissements au cours du trimestre correspondant de l'exercice précédent.

## Rapport de gestion

*Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2009*

Les flux de trésorerie affectés à l'acquisition d'immobilisations se sont chiffrés à 8,2 millions \$ pour le trimestre, ce qui représente une baisse de 7,5 millions \$ par rapport aux investissements de 15,7 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, attribuable à un investissement plus élevé qu'à l'habitude dans du matériel informatique aux fins d'améliorations d'infrastructures de nos centres de données en 2009.

Les investissements dans les actifs incorporels se sont chiffrés à 18,2 millions \$, soit 6,6 millions \$ de plus que ceux du premier trimestre de l'exercice 2009, au cours duquel 11,6 millions \$ avaient été investis dans les actifs incorporels. Cette hausse est principalement attribuable aux nouveaux coûts de transition capitalisés relativement aux contrats signés avec des nouveaux clients et des clients existants, partiellement contrebalancée par le recul des investissements dans nos solutions d'affaires alors que nous cherchons à réduire nos coûts en faisant davantage appel à nos ressources outre-mer.

### **FLUX DE TRÉSORERIE AFFECTÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT POURSUIVIES**

Pour le trimestre terminé le 31 décembre 2009, 130,3 millions \$ ont été affectés aux activités de financement poursuivies alors que 91,4 millions \$ avaient été générés par les activités de financement du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Au cours du trimestre, la Société a affecté 148,6 millions \$ de plus au rachat d'actions de CGI dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des affaires. Conformément à l'augmentation du cours de l'action de CGI, des flux de trésorerie additionnels de 23,1 millions \$ ont été dégagés grâce à l'exercice d'options sur actions. Au cours du trimestre terminé le 31 décembre 2008, les activités de financement ont consisté pour la plupart dans l'utilisation des facilités de crédit pour un montant net de 94,3 millions \$, tandis qu'aucun montant n'a été prélevé sur celles-ci au cours du premier trimestre de 2010.

### **INCIDENCE DE LA VARIATION DES TAUX DE CHANGE SUR LA TRÉSORERIE ET LES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS POURSUIVIES**

Pour le trimestre terminé le 31 décembre 2009, nous avons enregistré une réduction de 5,8 millions \$ de la trésorerie attribuable à l'incidence de la variation des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Cette réduction a été en partie contrebalancée par un gain non réalisé de 3,4 millions \$ avant impôts à la conversion de notre dette à long terme désignée comme couverture de nos placements nets dans des établissements étrangers autonomes. Ni la réduction de 5,8 millions \$ ni le gain non réalisé de 3,4 millions \$ n'ont eu d'incidence sur le bénéfice net, car les deux montants ont été comptabilisés dans le résultat étendu.

### **OBLIGATIONS CONTRACTUELLES**

Nous assumons des obligations contractuelles assorties de dates d'échéance variées. Ces obligations sont principalement liées à la location de bureaux, au matériel informatique et autre utilisés pour exécuter les contrats d'impartition et aux ententes de service à long terme. Ces obligations n'ont enregistré aucune variation importante depuis la fin de notre exercice terminé le 30 septembre 2009, comme il est expliqué dans le rapport annuel 2009.

En outre, à la suite de la modification de l'entente avec les actionnaires de CIA effectuée au troisième trimestre de l'exercice 2007, CGI s'est engagée à acheter la tranche restante de 39,3 % des actions de CIA d'ici le 1<sup>er</sup> octobre 2011. Au 31 décembre 2009, 31,9 % des actions de CIA n'avaient pas encore été acquises. Si CGI avait acheté la totalité des actions restantes de CIA en circulation au 31 décembre 2009, la contrepartie versée aurait été d'environ 10,2 millions \$.

# Rapport de gestion

Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2009

## SOURCES DE FINANCEMENT

	Engagement total	Montants disponibles au 31 décembre 2009	Montants prélevés au 31 décembre 2009
(en milliers de dollars)	\$	\$	\$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	—	337 425	—
Placements à court terme	—	9 020	—
Facilités de crédit renouvelables non garanties <sup>1</sup>	1 500 000	1 362 642	137 358 <sup>2</sup>
Marges de crédit et autres facilités <sup>1</sup>	25 000	25 000	—
Total	1 525 000	1 734 087	137 358 <sup>2</sup>

<sup>1</sup> À l'exclusion de toute facilité de crédit qui pourrait être détenue par des entités dont CGI n'est pas l'actionnaire majoritaire.

<sup>2</sup> Se compose de la tranche utilisée des facilités de crédit de 122,7 millions \$ et de lettres de crédit de 14,7 millions \$.

Notre situation de trésorerie et nos lignes de crédit bancaires suffisent au financement de notre stratégie de croissance. Au 31 décembre 2009, la trésorerie et les équivalents de trésorerie et les placements à court terme se chiffraient à 346,4 millions \$, le solde disponible de nos facilités de crédit s'élevait à 1 362,6 millions \$, et la Société avait accès à un montant supplémentaire de 25,0 millions \$ en vertu d'une autre ligne de crédit remboursable à vue. Les ententes de crédit à long terme sont assorties de clauses restrictives qui exigent le maintien de certains ratios financiers. Au 31 décembre 2009, CGI respectait les ratios financiers prescrits en vertu de ces clauses restrictives.

Les équivalents de trésorerie comprennent généralement des effets de commerce, des fonds du marché monétaire et des dépôts à terme, ainsi que des acceptations bancaires et des billets de dépôt au porteur émis par des grandes banques, lesquels ont tous une échéance initiale de moins de trois mois.

La Société a également accès à une facilité de crédit à vue renouvelable partagée avec Innovaposte, une coentreprise, pour un montant total de 5,0 millions \$ portant intérêt au taux préférentiel du Canada. Au 31 décembre 2009, aucun montant n'avait été prélevé sur cette facilité.

La dette à long terme totale a diminué de 6,5 millions \$ au cours de la période, pour s'établir à 276,6 millions \$ au 31 décembre 2009, contre 283,1 millions \$ au 30 septembre 2009. La variation découle surtout des fluctuations des taux de change par rapport au dollar canadien. L'incidence de la variation des taux de change sur le total de notre dette à long terme est en partie contrebalancée par l'effet de la variation des taux de change sur notre trésorerie et équivalents de trésorerie, réduisant l'incidence totale sur notre dette nette.

## INSTRUMENTS FINANCIERS ET COUVERTURES

La Société a recours à divers instruments financiers pour gérer le risque lié à la fluctuation des taux de change. La Société ne détient ni n'émet d'instruments dérivés aux fins de négociation. Les gains ou pertes de change sur les placements nets dans des établissements étrangers autonomes sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu. Tout gain ou toute perte réalisé(e) ou non réalisé(e) sur les instruments de couverture de la dette libellée en dollars américains est aussi comptabilisé(e) dans les autres éléments du résultat étendu.

Au cours du trimestre terminé le 31 décembre 2009, la Société a conclu des contrats de change à terme pour couvrir la variabilité du taux de change entre le dollar américain et la roupie indienne. Ces contrats se rapportent aux produits futurs pour la période d'octobre 2012 à septembre 2013.

Les couvertures ont été documentées en tant que couvertures de flux de trésorerie et aucun élément de la juste valeur des instruments dérivés n'est exclu de l'appréciation ou de l'évaluation de l'efficacité des couvertures. Les contrats à terme sont des instruments dérivés; par conséquent, ils sont comptabilisés à leur juste valeur dans le bilan. Pour déterminer la juste valeur des contrats à terme, des modèles d'évaluation, tels que l'analyse des flux de trésorerie actualisés employant des données observables sur le marché, sont utilisés.

## Rapport de gestion

Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2009

La partie efficace de la variation de la juste valeur des instruments dérivés est comptabilisée dans les autres éléments du résultat étendu et la partie inefficace, le cas échéant, dans l'état consolidé des résultats. La partie efficace de la variation de la juste valeur des dérivés est sortie des autres éléments du résultat étendu pour être portée aux résultats à titre d'ajustement des produits au moment de la constatation des produits visés par l'opération de couverture. L'évaluation de l'efficacité est fondée sur les taux à terme et sur la méthode du dérivé hypothétique. Au cours de la période de trois mois terminée le 31 décembre 2009, aucune inefficacité n'a été comptabilisée dans l'état consolidé des résultats.

La Société détient les instruments de couverture qui suivent :

### Couvertures d'investissements nets dans des filiales étrangères autonomes

- Dette de 100,0 millions \$ US désignée comme instrument de couverture de l'investissement net de la Société dans ses filiales aux États-Unis;
- Dette de 12,0 millions € désignée comme instrument de couverture de l'investissement net de la Société dans ses filiales en Europe.

### Couvertures de flux de trésorerie liés aux produits futurs

- Contrats de change à terme de 177,1 millions \$ US pour couvrir la variabilité du taux de change prévu entre le dollar américain et le dollar canadien;
- Contrats de change à terme de 67,4 millions \$ US pour couvrir la variabilité du taux de change prévu entre le dollar américain et la roupie indienne;
- Contrats de change à terme de 106,0 millions \$ pour couvrir la variabilité du taux de change prévu entre le dollar canadien et la roupie indienne.

### Couvertures de flux de trésorerie liés aux billets de premier rang non garantis libellés en devise américaine

- Contrats de change à terme de 107,0 millions \$ US.

La Société estime qu'une tranche d'environ 10,3 millions \$ des gains nets non réalisés cumulés sur l'ensemble des instruments financiers dérivés qui ont été désignés comme couvertures de flux de trésorerie au 31 décembre 2009 sera reclassée en résultat net au cours des douze prochains mois.

## INDICATEURS DE LA SITUATION DE TRÉSORERIE ET DES SOURCES DE FINANCEMENT

Aux 31 décembre	2009	2008
Ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres et à la dette à long terme	s.o.	9,6 %
Rendement des capitaux propres	15,2 %	15,4 %
Rendement du capital investi	15,4 %	14,1 %
Délai moyen de recouvrement des créances	30	52

s.o. : sans objet

Au 31 décembre 2009, la Société avait un excédent de la situation de trésorerie nette (y compris les placements à court terme) de 73,0 millions \$. La Société utilise le ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres et à la dette à long terme comme indicateur de son levier financier afin d'obtenir d'importants contrats d'impartition, d'agrandir les centres de livraison à l'échelle mondiale ou à des fins d'acquisitions. Notre capacité à générer des rentrées de fonds nous a permis de rembourser une tranche importante de notre dette, ce qui s'est traduit par une situation de trésorerie nette.

Le rendement des capitaux propres est une mesure du rendement que nous produisons pour nos actionnaires. À la fin du premier trimestre de l'exercice 2010, celui-ci s'établissait à 15,2 %, comparativement à 15,4 % à l'exercice précédent.

## Rapport de gestion

*Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2009*

Notre rendement des capitaux propres a souffert des fluctuations des devises au cours des douze derniers mois. Autrement, notre rendement des capitaux propres se serait élevé à 15,8 % étant donné la vigueur de notre bénéfice tiré des activités poursuivies et le volume des actions rachetées au cours de l'exercice précédent.

Le taux de rendement du capital investi s'est établi à 15,4 %, soit une hausse par rapport à 14,1 % pour la période correspondante un an plus tôt attribuable à l'amélioration de notre rentabilité au cours des douze derniers mois.

Le délai moyen de recouvrement des créances s'élève à 30 jours, soit une baisse de 22 jours par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent. L'amélioration de notre capacité à générer des rentrées de fonds est une priorité, et nous demeurons déterminés à garder le délai moyen de recouvrement des créances à 45 jours. On calcule le délai moyen de recouvrement des créances en soustrayant les produits reportés de la somme des créances clients et des travaux en cours. Les paiements reçus à l'avance en contrepartie de travaux à exécuter peuvent fluctuer d'une période à l'autre en fonction des moments où nos clients effectuent les paiements liés à nos services d'impartition.

### **INSTRUMENTS DE FINANCEMENT HORS BILAN ET GARANTIES**

Nous n'utilisons pas d'instruments de financement hors bilan sauf dans le cas des contrats de location-exploitation visant les bureaux, le matériel informatique et les véhicules. Conformément aux PCGR, ni les passifs liés à ces contrats ni les actifs sous-jacents ne sont constatés au bilan, car les modalités des baux ne correspondent pas aux critères qui justifieraient leur capitalisation. De temps à autre, nous concluons des ententes en vertu desquelles nous fournissons à des tiers des engagements liés à notre performance opérationnelle ou financière dans le cadre de la vente d'actifs, de cessions d'entreprises, de garanties et de contrats conclus avec le gouvernement américain.

Dans le cadre de la vente d'actifs et de la cession d'entreprises, la Société pourrait devoir dédommager des contreparties par suite de violations de déclarations ou de garanties, d'atteinte aux droits de propriété intellectuelle ou de poursuites intentées contre des contreparties. Bien que plusieurs des ententes précisent une limite de responsabilité globale d'environ 36,5 millions \$, d'autres ne stipulent aucun plafond ni durée limitée. Il est impossible de faire une évaluation raisonnable du montant maximal qui pourrait être versé en vertu de telles garanties. Le versement de ces montants dépend de la réalisation éventuelle d'événements dont la nature et la probabilité ne peuvent pas être déterminées à ce moment-ci. Au 31 décembre 2009, aucun montant n'avait été comptabilisé dans les bilans consolidés pour ces engagements d'indemnisation. La Société estime que l'obligation totale qui pourrait être engagée en relation avec ces garanties, le cas échéant, n'aurait pas un effet important sur ses états financiers consolidés.

La Société s'est engagée à fournir des services dans le cadre de contrats avec le gouvernement des États-Unis. Ces contrats sont soumis à des exigences juridiques et réglementaires étendues, et, de temps à autre, des agences du gouvernement américain enquêtent afin de s'assurer que la Société gère ses activités conformément à ces exigences. Généralement, le gouvernement peut modifier la portée de ces contrats ou y mettre fin à sa convenance. L'annulation ou la réduction de la portée d'un grand projet avec le gouvernement pourrait avoir des répercussions négatives importantes sur les résultats d'exploitation et sur la situation financière de la Société.

Dans le cours normal de nos activités, nous pouvons fournir à certains clients, principalement à des entités gouvernementales, des cautionnements de soumission et des garanties de bonne exécution. En règle générale, nous ne serions responsables des cautionnements de soumission que si nous refusions d'effectuer le travail une fois l'offre de soumission attribuée. Nous serions également responsables pour des garanties de bonne exécution en cas de défaut de l'exécution de nos engagements. Au 31 décembre 2009, nous avons engagé un montant total de 113,6 millions \$ dans ces types de cautionnement. À notre connaissance, nous nous conformons à toutes ces garanties, et ce, pour tous les contrats de service pour lesquels il existe de telles garanties, et l'obligation totale, le cas échéant, qui pourrait être assumée en relation avec ces garanties n'aurait pas un effet important sur nos résultats consolidés ni sur notre situation financière.

Par ailleurs, nous avons fourni une garantie de 5,9 millions \$ sur la valeur résiduelle de matériel loué, comptabilisé en tant que contrat de location-exploitation, à l'échéance du contrat.

## Rapport de gestion

*Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2009*

### CAPACITÉ DE LIVRER LES RÉSULTATS

Une situation de trésorerie et des sources de financement suffisantes sont nécessaires pour appuyer les activités continues visant l'exécution de notre stratégie de croissance équilibrée. La Société dispose de sources de financement adéquates grâce à ses flux de trésorerie d'exploitation, à ses facilités de crédit, à ses ententes de crédit à long terme et aux capitaux investis par ses actionnaires. Ces fonds ont été principalement affectés à des acquisitions génératrices de valeur, donnant lieu à la signature de nouveaux contrats importants d'impartition et de services délégués à long terme, ainsi qu'à des investissements dans nos solutions d'affaires. Les fonds ont également servi à élargir notre réseau mondial de prestation de services, un nombre croissant de nos clients exigeant des solutions de rechange moins coûteuses. Sur le plan du financement, nous sommes bien placés pour poursuivre l'exécution de notre stratégie de croissance qui s'appuie sur quatre piliers au cours de l'exercice 2010.

La participation de leaders forts et expérimentés est essentielle pour mener à bien notre stratégie. CGI est dotée d'une équipe de direction solide, formée de membres très compétents qui ont acquis une vaste expérience dans le secteur des TI grâce à des cheminements de carrière et à des rôles de leadership variés. CGI favorise le développement du leadership pour s'assurer que l'ensemble de l'organisation bénéficie d'un apport continu de savoir et de force. Dans le cadre de la planification de la relève aux postes clés, nous avons créé l'Institut de leadership, notre propre université d'entreprise, afin de développer le leadership, les compétences techniques et les aptitudes de gestion, inspiré par les origines et les traditions de CGI.

Comme les ressources humaines sont le pilier de notre entreprise, nos employés et leur savoir sont essentiels pour offrir un service de qualité à nos clients. Pour nos effectifs de 26 000 professionnels, notre programme de ressources humaines offre une rémunération et des avantages sociaux concurrentiels, un environnement de travail favorable, des programmes de formation et de perfectionnement professionnel, afin d'attirer et de retenir les personnes les plus talentueuses. CGI s'informe régulièrement de la satisfaction des employés par l'intermédiaire d'un sondage à l'échelle de la Société, et des mesures sont prises pour remédier aux problèmes immédiatement. Quelque 87 % de nos employés, que nous appelons aussi des membres, sont également propriétaires de CGI par le truchement de notre régime d'achat d'actions qui harmonise les objectifs des membres avec les buts stratégiques de CGI. De plus, tous les membres prennent part au succès de la Société grâce au régime de participation aux profits.

Outre nos sources de financement et le talent de nos ressources humaines, CGI a établi des assises de gestion qui comprennent la régie d'entreprise, des cadres de gestion perfectionnés et un modèle organisationnel pour ses processus d'unité d'affaires et ses processus d'entreprise. Ces assises, de même que les systèmes internes appropriés, contribuent à nous permettre de fournir un service de grande qualité en tout temps à nos clients. Les bureaux de CGI maintiennent des certifications appropriées au regard des normes de service telles que l'ISO et le *Capability Maturity Model Integration*.

## Rapport de gestion

Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2009

### OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Dans le cours normal de ses activités, CGI est partie à des contrats conclus avec Innovaposte, une coentreprise, en vertu desquels la Société en est le fournisseur privilégié pour ses besoins en TI. La Société exerce un contrôle conjoint sur les activités d'exploitation, de financement et d'investissement d'Innovaposte en raison de sa participation de 49 %. Le tableau qui suit présente la valeur des opérations entre la Société et Innovaposte et les soldes qui en découlent, constatés aux prix du marché.

Aux dates indiquées et pour les périodes de trois mois terminées les (en milliers de dollars)	31 déc. 2009	31 déc. 2008
Produits	25 683	32 416
Débiteurs	11 323	16 468
Travaux en cours	2 888	2 875
Coûts liés à des contrats	8 082	10 592
Produits reportés	5 274	1 885

### RENSEIGNEMENTS ADDITIONNELS SUR LA COENTREPRISE

La quote-part revenant à la Société des activités de sa participation en coentreprise comprise dans les états financiers consolidés se présente comme suit :

Aux dates indiquées et pour les périodes de trois mois terminées les (en milliers de dollars)	31 déc. 2009	31 déc. 2008
Produits	27 709	31 472
Bénéfice net	1 706	4 036
Actif à court terme	38 716	46 142
Actif à long terme	3 704	1 552
Passif à court terme	17 045	25 619
Passif à long terme	729	491

### SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers intermédiaires consolidés pour les périodes de trois mois terminées les 31 décembre 2009 et 2008 ne sont pas vérifiés et comprennent tous les ajustements que la direction juge nécessaires à une présentation fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de la Société.

La présentation d'informations par voie de notes dans les états financiers intermédiaires n'est pas entièrement conforme, à tous les égards, aux PCGR du Canada pour les états financiers annuels consolidés. Ainsi, les états financiers intermédiaires consolidés doivent être lus avec les états financiers annuels consolidés de la Société de l'exercice terminé le 30 septembre 2009. Ces états financiers intermédiaires consolidés ont été préparés selon les mêmes conventions comptables et méthodes d'application que celles des états financiers annuels consolidés de l'exercice terminé le 30 septembre 2009, à l'exception des nouvelles conventions comptables adoptées le 1<sup>er</sup> octobre 2009.

Certains chiffres correspondants de la période précédente ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle de la période écoulée et ont été retraités à l'adoption du chapitre 3064, *Écarts d'acquisition et actifs incorporels*.



## Rapport de gestion

Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2009

### MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES

Le 1<sup>er</sup> octobre 2009, la Société a choisi d'adopter de manière anticipée les chapitres qui suivent du *Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés* (« ICCA ») publiés en janvier 2009 puisqu'ils se rapprochent principalement des Normes internationales d'information financière (« IFRS ») et des PCGR des États-Unis :

- a) Le chapitre 1582, *Regroupements d'entreprises*, remplace le chapitre 1581, *Regroupements d'entreprises*. Il établit des normes pour la comptabilisation d'un regroupement d'entreprises. Les dispositions de ce chapitre sont semblables à celles de l'IFRS 3 (révisée), *Regroupements d'entreprises*, et à celles de la norme l'*Accounting Standards Codification* (« ASC ») Topic 805, « *Business Combinations* », selon les PCGR des États-Unis. Selon le nouveau chapitre, dans le cadre d'un regroupement d'entreprises, l'acquéreur comptabilise la plupart des actifs acquis et des passifs pris en charge au moment de l'acquisition à leur juste valeur à la date d'acquisition, y compris les participations ne donnant pas le contrôle et les contreparties conditionnelles. La variation ultérieure de la juste valeur des contreparties conditionnelles classées à titre de passifs est comptabilisée en résultat. Les coûts liés à l'acquisition et à la restructuration doivent aussi être passés en charges à mesure qu'ils sont engagés plutôt que capitalisés comme une composante du regroupement d'entreprises. De plus, les actifs d'impôts futurs non comptabilisés antérieurement liés à l'entreprise acquise doivent être comptabilisés en résultat après le regroupement d'entreprises plutôt que portés en réduction de l'écart d'acquisition.
- b) Le chapitre 1601, *États financiers consolidés*, et le chapitre 1602, *Participations ne donnant pas le contrôle*, remplacent le chapitre 1600, *États financiers consolidés*. Le chapitre 1601 définit des normes pour l'établissement d'états financiers consolidés. Le chapitre 1602 définit des normes pour la comptabilisation, dans les états financiers consolidés établis postérieurement à un regroupement d'entreprises, de la participation ne donnant pas le contrôle dans une filiale. Les dispositions de ces chapitres sont semblables aux dispositions correspondantes de la norme de l'*International Accounting Standards 27* (révisée), *États financiers consolidés et individuels*, selon les IFRS et à celles de l'ASC Topic 810, « *Consolidation* », selon les PCGR des États-Unis. Selon le chapitre 1602, la Société doit présenter les participations ne donnant pas le contrôle comme un élément distinct des capitaux propres aux bilans consolidés plutôt qu'à titre de passif. Les opérations entre une entité et une participation ne donnant pas le contrôle sont traitées comme des opérations portant sur les capitaux propres. De plus, la répartition du bénéfice net et du résultat étendu entre les actionnaires de la Société et les participations ne donnant pas le contrôle est présentée de manière distincte dans les états consolidés des résultats et du résultat étendu. Auparavant, les participations ne donnant pas le contrôle étaient comptabilisées en déduction du bénéfice net et du total du résultat étendu.

### PRINCIPALES ESTIMATIONS COMPTABLES

Les principales conventions comptables de la Société sont décrites à la note 2 afférente aux états financiers annuels consolidés vérifiés au 30 septembre 2009, de même que toute modification de convention comptable décrite à la note 1 afférente aux états financiers intermédiaires. La préparation des états financiers consolidés conformément aux PCGR exige que la direction fasse des estimations et établisse des hypothèses qui ont une incidence sur le montant des actifs et des passifs et sur les renseignements fournis quant aux actifs et aux passifs éventuels à la date des états financiers consolidés ainsi que sur les montants des produits et des charges au cours de la période considérée. Étant donné que la présentation de l'information financière suppose l'utilisation d'estimations, les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

On considère qu'une estimation comptable est importante si elle repose sur des hypothèses que la direction a dû faire au moyen de renseignements très incertains au moment où l'estimation a été formulée, si plusieurs estimations différentes auraient raisonnablement pu être utilisées pour la période considérée, ou encore si on peut raisonnablement s'attendre à ce que l'estimation comptable subisse des modifications qui pourraient avoir une incidence importante sur notre situation financière, sur l'évolution de notre situation financière ou sur nos résultats d'exploitation.

# Rapport de gestion

Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2009

Éléments sur lesquels les estimations ont une incidence	Bilans consolidés	États des résultats consolidés			
		Produits	Coûts des services et frais de vente et d'administration	Amortissement/Dépréciation	Impôts sur les bénéfices
Écart d'acquisition	<b>X</b>			<b>X</b>	
Impôts sur les bénéfices	<b>X</b>				<b>X</b>
Éventualités et autres passifs	<b>X</b>		<b>X</b>		
Passifs liés aux intégrations	<b>X</b>		<b>X</b>		
Constatation des produits	<b>X<sup>1</sup></b>	<b>X</b>			
Rémunération à base d'actions	<b>X</b>		<b>X</b>		
Crédits d'impôt à l'investissement et programmes gouvernementaux	<b>X</b>		<b>X</b>		
Dépréciation d'actifs à long terme	<b>X</b>			<b>X</b>	

<sup>1</sup> Débiteurs, travaux en cours et produits reportés.

## Écart d'acquisition

L'écart d'acquisition est soumis à un test de dépréciation, au niveau de l'unité d'exploitation visée, au moins une fois l'an et en cas d'événements ou de circonstances nouvelles risquant d'empêcher la Société de recouvrer sa valeur comptable. Les tests de dépréciation nécessitent une comparaison entre la juste valeur et la valeur comptable de chaque unité d'exploitation. Les unités faisant l'objet d'un test de dépréciation sont nos trois secteurs d'exploitation. L'estimation de la juste valeur d'une unité d'exploitation se fonde sur l'analyse des flux de trésorerie actualisés au moyen d'hypothèses importantes approuvées par la direction telles que les flux de trésorerie futurs, les prévisions relatives à la croissance, les valeurs finales, les taux d'actualisation et les données du secteur. Toute modification des estimations utilisées pourrait avoir une incidence importante sur le calcul de la juste valeur et de la perte de valeur qui en résulte. Des modifications importantes aux estimations ou aux hypothèses servant aux tests de dépréciation de l'écart d'acquisition n'auraient pas d'incidence sur les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation de la Société.

## Impôts sur les bénéfices

La Société établit les actifs et les passifs d'impôts exigibles et futurs conformément aux lois de l'impôt sur les bénéfices en vigueur ou pratiquement en vigueur qui s'appliqueront vraisemblablement au moment où il est prévu que l'actif sera réalisé ou le passif réglé. Les lois et règlements de l'impôt sur les bénéfices qui s'appliquent sont soumis à l'interprétation de la Société, qui évalue périodiquement la valeur finale de réalisation des impôts futurs résultant d'écarts temporaires entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs ainsi que des pertes fiscales reportées. Pour déterminer s'il est plus probable qu'improbable qu'un actif d'impôts futurs se réalisera, la Société doit estimer ses revenus imposables futurs. Les montants ultimes des impôts futurs et de la provision sur impôts pourraient différer substantiellement des montants portés au bilan, car ils dépendent des résultats d'exploitation futurs de la Société ainsi que de ses interprétations des lois fiscales.

## Rapport de gestion

*Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2009*

### *Éventualités et autres passifs*

La Société comptabilise des charges à payer pour tenir compte des coûts de restructuration et d'intégration des entreprises qu'elle a acquises et d'autres passifs dont l'estimation repose pour une grande part sur le jugement. Quand la Société établit une provision en marge d'une poursuite entamée ou éventuelle, d'obligations liées à une garantie ou d'autres passifs possibles, elle se fonde sur la possibilité d'un gain ou d'une perte qui demeurera incertaine jusqu'à ce qu'un ou plusieurs événements se réalisent ou ne se réalisent pas. La résolution de cette incertitude peut confirmer la diminution ou la constatation d'un passif. La Société calcule les charges à payer sur la base des précédents historiques, des tendances courantes et d'autres hypothèses qui lui semblent raisonnables dans les circonstances.

### *Passifs liés aux intégrations*

Les passifs liés aux intégrations se composent surtout de provisions associées à des baux visant des locaux que des entreprises acquises occupaient et que la Société a l'intention de quitter. La direction de la Société estime les coûts liés à la résiliation des baux à la date de l'acquisition de l'entreprise et rectifie la provision initiale dès qu'elle obtient tous les renseignements pertinents. Les taux d'actualisation et la possibilité de sous-louer les locaux à des tiers font partie des principales hypothèses utilisées pour déterminer cette provision. Pour calculer la valeur actualisée des paiements prévus, la Société a utilisé l'hypothèse que le taux d'actualisation correspondrait au taux d'intérêt applicable à ses billets non garantis. La possibilité de sous-louer les bureaux inoccupés a été évaluée sur la base de l'expérience de la direction de la Société et des connaissances de ses conseillers relativement aux régions considérées et aux caractéristiques des locaux. De plus, à la date de clôture de chaque période comptable, la Société estime les charges liées aux bureaux fermés dans le contexte de son programme de restructuration.

De plus, diverses réclamations et poursuites ont été entamées contre la Société dans le cours normal de ses activités ou héritées d'entreprises acquises. Certaines de ces procédures pourraient occasionner des dommages-intérêts importants. La Société détermine s'il est pertinent de comptabiliser une perte ou de faire état de la réclamation ou de la poursuite dans ses états financiers consolidés en tenant compte, entre autres, de la période durant laquelle les événements sous-jacents à la procédure se sont produits, du degré de probabilité d'une issue défavorable et de la possibilité d'estimer la perte avec une justesse raisonnable.

### *Constatation des produits*

Nos produits sont en majeure partie constatés au moyen de critères qui ne nous obligent pas à utiliser des estimations importantes. Néanmoins, CGI fournit certains services assortis de mécanismes particuliers d'établissement des prix, par exemple des contrats à forfait selon la méthode de l'avancement des travaux et des ententes liant la rémunération aux gains réalisés par le client. La méthode de l'avancement des travaux se fonde sur des estimations des coûts et des bénéfices tout au long de l'exécution des ententes, y compris l'estimation des ressources et des coûts nécessaires pour achever les travaux. En outre, s'il est plus probable qu'improbable que les coûts totaux liés à un contrat seront plus élevés que les produits totaux émanant de ce contrat, on comptabilise une provision équivalant à la perte, et ce, dès la période durant laquelle la perte est décelée. Les produits tirés des services d'intégration de systèmes et des services-conseils en vertu d'ententes liant la rémunération aux gains réalisés par le client sont constatés uniquement dans la mesure où il est prévisible, avec un degré raisonnable de certitude, que les bénéfices résultant de ces ententes atteindront la valeur sur laquelle la constatation des produits repose.

Dans le cas d'accords visant la prestation de services multiples, la Société évalue également si la ventilation des produits entre les diverses prestations correspond à la juste valeur relative de chacune des prestations, telle qu'elle est déterminée au moyen d'estimations internes ou de preuves objectives émanant d'un fournisseur. Elle constate ensuite les produits attribuables à chaque prestation, comme s'il s'agissait de plusieurs contrats distincts visant chacun une seule prestation de services.

## Rapport de gestion

*Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2009*

La direction passe régulièrement en revue la rentabilité des accords et les estimations sous-jacentes. En raison de la variation des volumes, des changements technologiques et d'autres facteurs impossibles à prévoir au moment de la conclusion d'un contrat, il peut exister un écart important entre les produits estimés initialement et les produits réellement constatés aux termes d'un accord.

### *Rémunération à base d'actions*

CGI comptabilise son régime de rémunération à base d'actions conformément au chapitre 3870 du *Manuel de l'ICCA, Rémunérations et autres paiements à base d'actions*. Conformément aux recommandations de ce chapitre, CGI a décidé d'utiliser le modèle d'évaluation de Black et Scholes pour déterminer la valeur des options attribuées dans le cadre de ses paiements à base d'actions. Ce modèle se fonde, entre autres, sur les variables suivantes : la volatilité prévue de l'action sur la durée des attributions, le taux de déchéance attendu, la durée de vie prévue des options et le taux d'intérêt sans risque. D'autres hypothèses et des circonstances nouvelles pourraient faire varier sensiblement les résultats d'exploitation.

### *Crédits d'impôt à l'investissement et programmes gouvernementaux*

La Société considère les crédits d'impôt remboursables sur les salaires ainsi que les crédits d'impôt sur les frais de recherche et de développement qu'elle reçoit comme des crédits d'impôt à l'investissement, car ils respectent les critères d'admissibilité à ces crédits et aux programmes gouvernementaux. La Société est soumise à des vérifications annuelles visant à déterminer si elle exerce des activités admissibles à des crédits d'impôt en vertu de divers programmes gouvernementaux et, le cas échéant, les montants auxquels elle a droit. La Société évalue périodiquement les charges admissibles aux crédits d'impôt ainsi que la conformité de ses activités aux critères des programmes gouvernementaux.

### *Dépréciation d'actifs à long terme*

La Société soumet les actifs à long terme, tels que les actifs incorporels et les immobilisations, à un test de recouvrabilité à la fin de chaque exercice dans le cas des solutions d'affaires, ou lorsque des événements ou des changements de situation font en sorte que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Dans le cas des solutions d'affaires, des droits d'utilisation de logiciels et des relations avec les clients, les estimations et hypothèses incluent le calcul de la durée appropriée de la période d'amortissement des coûts capitalisés, sur la base de la vie utile estimative de ces actifs, l'estimation des flux de trésorerie futurs attribuables à ces actifs, ainsi que l'évaluation de ces éléments par rapport aux soldes non amortis. Dans le cas des logiciels internes et des immobilisations, on détermine la durée appropriée de la période d'amortissement en estimant le laps de temps pendant lequel la Société pourra utiliser ces actifs de façon continue. Pour évaluer la possibilité de recouvrer les coûts capitalisés des logiciels, la Société doit estimer les produits futurs, les coûts ainsi que les flux de trésorerie futurs, positifs et négatifs. Pour évaluer les possibilités de recouvrement des coûts liés à des contrats, la Société calcule la valeur non actualisée des flux de trésorerie estimatifs du contrat sur sa durée restante et compare le résultat de cette opération à la valeur comptable du contrat. Toute modification aux estimations ou aux hypothèses utilisées dans le cadre des tests de dépréciation des actifs à long terme n'aurait aucune incidence sur les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation de la Société.

## Rapport de gestion

Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2009

### MODIFICATIONS COMPTABLES FUTURES

En février 2008, le Conseil des normes comptables du Canada a confirmé que les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes seront tenues d'adopter les Normes internationales d'information financière (« IFRS ») pour l'établissement des états financiers relatifs aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011. Par conséquent, notre premier trimestre selon les IFRS sera la période de trois mois se terminant le 31 décembre 2011.

Afin de se préparer à ce changement, la Société a élaboré un plan de conversion aux IFRS. En plus d'une équipe de travail, nous avons formé un comité directeur sur les IFRS chargé de faire le suivi des progrès et d'approuver les recommandations de l'équipe de travail. L'équipe de travail se réunit aux deux semaines et le comité directeur, une fois par mois. Des mises à jour trimestrielles sont présentées au Comité de vérification et de gestion des risques.

Nous avons terminé l'étape du diagnostic, qui comprenait un examen approfondi des différences entre les PCGR du Canada actuels et les IFRS, ainsi qu'une étude des options possibles en matière d'adoption. La deuxième étape du plan, qui est en cours depuis février 2009, nous permettra de déterminer précisément l'incidence des différences entre les PCGR du Canada et les IFRS. Cette étape devrait notamment aboutir à l'établissement de la documentation à l'appui du raisonnement qui sous-tend les choix de conventions comptables, les nouvelles informations à fournir et les textes faisant autorité en la matière. Cette étape nous permettra de déterminer les conséquences de la transition. Ceci fait, nous évaluerons les impacts de l'adoption des normes internationales sur les autres volets importants de la conversion, soit les modifications à apporter à nos systèmes informatiques, les exigences en matière de formation, les mécanismes de contrôle interne à l'égard de l'information financière et les répercussions sur les activités d'affaires de la Société.

À l'heure actuelle, nous prévoyons que les normes portant sur les regroupements d'entreprises et sur la constatation des produits sont celles qui nécessiteront le plus d'efforts dans le cadre du passage aux IFRS.

En décembre 2009, l'ICCA a publié l'abrégé 175 des délibérations du Comité sur les problèmes nouveaux (« CPN-175 »), *Accords de prestations multiples générateurs de produits*, qui modifie le CPN-142, *Accords de prestations multiples générateurs de produits*. Le CPN-175 établit les lignes directrices sur certains aspects de la comptabilisation des accords en vertu desquels la Société exécutera de multiples activités génératrices de produits. En vertu de ce nouvel abrégé, en l'absence d'une preuve objective émanant d'un fournisseur ou d'une preuve émanant d'un tiers à l'égard des prestations aux termes d'un accord, il sera nécessaire d'utiliser la meilleure estimation du prix de vente afin de séparer les prestations et de répartir la contrepartie liée à l'accord au moyen de la méthode du prix de vente relatif. Le CPN-175 comprend également de nouvelles exigences de présentation quant à l'incidence de l'application de la méthode du prix de vente relatif sur le moment et le montant de la constatation des produits. Le CPN-175 est applicable de façon prospective, mais peut être adopté de façon rétrospective, et s'applique aux accords de prestations générateurs de produits qui seront conclus ou modifiés significativement au cours des exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011. L'adoption anticipée est également permise, mais si elle a lieu au cours d'une période intermédiaire, elle nécessite une application rétrospective depuis le début de l'exercice. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption du CPN-175 sur les états financiers consolidés.

### RISQUES ET INCERTITUDES

Nous envisageons les perspectives d'avenir à long terme de la Société avec confiance. Néanmoins, il faut tenir compte des risques et incertitudes décrits ci-dessous, qui pourraient avoir une incidence sur notre capacité de réaliser notre vision stratégique et nos objectifs de croissance. Les facteurs suivants devraient être pris en considération lors de l'évaluation du potentiel de la Société à titre de placement.

#### Risques de marché

Risque économique – L'intensité des activités de nos clients, qui est tributaire de la conjoncture économique, a une incidence sur nos résultats d'exploitation. Nous ne pouvons prédire ni les répercussions de la conjoncture économique sur nos revenus futurs ni le moment où une reprise marquée surviendra. Durant les périodes de récession, nos clients et nos clients éventuels peuvent annuler, réduire ou reporter des contrats en cours, ou encore retarder l'octroi de nouveaux

## Rapport de gestion

*Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2009*

mandats. Généralement, les entreprises réduisent aussi l'ampleur des projets informatiques qu'elles entreprennent durant les périodes de difficultés économiques, ce qui se traduit par une réduction du nombre d'implantations technologiques et de l'importance des mandats. En raison du nombre plus restreint de mandats durant un ralentissement, la concurrence s'intensifie ordinairement. Il peut alors arriver que les prix diminuent si certains concurrents, surtout ceux qui disposent de ressources financières importantes, réduisent leurs taux pour maintenir ou accroître leur part du marché. De telles circonstances pourraient déclencher des ajustements de prix visant à respecter les dispositions de nos contrats relatives à l'étalement. Ces facteurs pourraient entraîner une baisse de nos prix, de nos produits et de notre rentabilité.

### Risques liés à notre secteur d'activité

Concurrence pour l'obtention des contrats – CGI évolue dans un marché mondial où la concurrence entre les fournisseurs de services en TI est vive. Certains de nos concurrents ont de plus grandes ressources financières, de meilleures capacités de mise en marché et de vente ou une plus grande portée dans certaines régions, ce qui leur permet de mieux livrer concurrence pour les nouveaux contrats. Dans certains marchés spécialisés, régionaux ou métropolitains, nos concurrents sont des petites entreprises qui possèdent des capacités spécialisées et qui peuvent fournir des services plus efficacement sur le plan économique. Certains de nos concurrents ont une plus grande présence que nous dans des pays où les coûts sont moins élevés, ce qui peut leur permettre d'offrir des services dans le monde entier à des conditions plus favorables. L'intensification de la concurrence parmi les entreprises de services en TI se traduit souvent par une pression sur les prix. Rien ne garantit que nous réussirons à fournir suffisamment de services de qualité à prix concurrentiel pour nous permettre de maintenir ou d'accroître notre part de marché.

Durée du cycle de vente des grands contrats d'impartition – Les contrats d'impartition devenant de plus en plus considérables et complexes, la Société constate un allongement des cycles de vente qui durent de 12 à 24 mois. L'allongement du cycle de vente pourrait nous empêcher d'atteindre nos cibles de croissance annuelles.

Disponibilité et conservation de professionnels de TI qualifiés – Le personnel qualifié fait l'objet d'une forte demande au sein du secteur des TI. Par conséquent, nous devons continuer à attirer et à fidéliser du personnel hautement compétent. Si nos programmes complets visant le recrutement et la conservation de professionnels qualifiés et dévoués ne nous permettent pas d'avoir un nombre suffisant d'employés bien formés et qualifiés pour servir les besoins de nos clients, nous pourrions devoir nous tourner vers la sous-traitance ou les mutations pour combler l'écart. Ces mesures pourraient entraîner une hausse des coûts, ce qui exercerait une pression sur notre marge.

Capacité de l'entreprise de développer et d'élargir sa gamme de services pour suivre l'évolution de la demande et les tendances technologiques – En raison de l'évolution rapide du secteur des technologies de l'information et de la baisse constante des coûts d'acquisition et de maintien d'une infrastructure de TI, nous devons anticiper la transformation des besoins de nos clients. Pour ce faire, nous devons adapter nos services et nos solutions de manière à conserver et à améliorer notre avantage concurrentiel et à préserver notre capacité à fournir des services rentables. La concurrence est féroce sur le marché des services et des solutions que nous offrons, et rien ne garantit que nous réussirons à croître et à adapter nos activités en temps opportun. Si nous tirons de l'arrière, notre capacité à garder nos clients et à en attirer de nouveaux pourrait en souffrir, ce qui pourrait exercer des pressions sur nos revenus, notre marge bénéficiaire et les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation connexes.

Risque d'atteinte aux droits de propriété intellectuelle d'autrui – Malgré nos efforts, les mesures que nous mettons en place pour nous assurer que nos services et nos offres ne portent pas atteinte aux droits de propriété intellectuelle d'autrui pourraient ne pas être efficaces, et, par conséquent, il peut arriver que des poursuites alléguant une violation de ces droits soient intentées contre nous ou nos clients. Nous établissons des contrats de licence visant le droit d'utiliser la propriété intellectuelle et pouvons par ailleurs consentir des indemnités à l'égard de la responsabilité et des dommages-intérêts résultant des réclamations de tiers touchant des manquements relativement aux brevets, droits d'auteur, marques de commerce ou secrets commerciaux concernant notre propriété intellectuelle, nos logiciels ou d'autres solutions mises au point pour nos clients. Dans certaines circonstances, le montant de ces demandes d'indemnisation pourrait être plus élevé que les revenus provenant du client. Les réclamations et les poursuites visant la propriété intellectuelle pourraient entraîner des coûts élevés et des pertes de temps importantes, ternir notre réputation, nous obliger à conclure des ententes

## Rapport de gestion

*Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2009*

supplémentaires en matière de redevances et de licence, ou nous empêcher d'offrir certaines solutions ou certains services. Si nous étions empêchés de vendre ou d'utiliser des solutions ou des services incorporant un logiciel ou une technologie faisant l'objet d'un litige, cela pourrait nous faire perdre des produits ou nous obliger à assumer des charges supplémentaires afin de modifier ces produits et services avant de les intégrer à de nouveaux projets.

Clauses d'étalonnage dans certains contrats – Certains contrats d'impartition permettent aux clients d'utiliser, pour certains services précisés dans le contrat, des mécanismes d'établissement des prix fondés sur l'étalonnage des prix exigés, pour des services similaires, par d'autres fournisseurs formant un groupe de comparaison valable. Ces mécanismes tiennent compte des caractéristiques uniques de l'environnement de chaque client, et, si les résultats indiquent la présence d'un écart supérieur au seuil de tolérance convenu, nous pouvons être tenus de travailler avec le client afin d'établir une nouvelle grille de prix pour les services.

Risques liés à la protection de nos droits de propriété intellectuelle – Notre réussite est tributaire, entre autres, de notre capacité de protéger nos méthodes, processus, savoir-faire, outils et techniques exclusifs, ainsi que d'autre propriété intellectuelle dont nous nous servons pour fournir nos services. En règle générale, les solutions d'affaires de CGI sont protégées par le droit d'auteur, et elles sont brevetées dans certains cas. Bien que CGI prenne des mesures raisonnables pour protéger et faire valoir ses droits de propriété intellectuelle, rien ne garantit que ces mesures seront adéquates ou qu'il sera possible de les faire respecter. Le coût lié au respect de nos droits peut être considérable et peut ne pas s'avérer viable sur le plan économique. En outre, il peut arriver que les lois de certains pays où nous exerçons nos activités ne protègent pas entièrement nos droits de propriété intellectuelle. Malgré nos efforts, les mesures que nous prenons pour protéger nos droits de propriété intellectuelle peuvent s'avérer insuffisantes pour prévenir ou décourager les atteintes à ces droits ou empêcher l'appropriation illicite de notre propriété intellectuelle. Il peut aussi arriver que nous ne détectons pas l'utilisation non autorisée de notre propriété intellectuelle ou que nous ne prenons pas les mesures convenables pour assurer le respect de nos droits de propriété intellectuelle.

### Risques liés à notre entreprise

Fluctuations liées aux secteurs d'activité – Les acquisitions et d'autres transactions peuvent faire fluctuer la composition de nos produits en ce qui a trait à l'apport relatif des projets de plus courte durée (les projets d'intégration de systèmes et de services-conseils) et à celui des contrats de plus longue durée (les mandats d'impartition). Si le poids relatif des projets d'intégration de systèmes et de services-conseils augmentait, il pourrait en résulter une variation plus prononcée des produits d'une période à l'autre.

Risque financier et risque d'exploitation associés aux marchés internationaux – Nous gérons des activités dans de nombreux pays dans le monde. L'envergure de nos activités internationales nous rend tributaires de plusieurs facteurs qui pourraient intervenir : les fluctuations des taux de change; le fardeau résultant de l'obligation d'observer un vaste éventail de lois nationales et locales différentes; les incertitudes liées à la diversité des cultures et des pratiques commerciales dans les différentes régions du monde; la multiplicité et le caractère parfois contradictoire des lois et des règlements, notamment en matière de fiscalité; la modification des lois en matière de fiscalité, y compris la disponibilité des crédits d'impôt et d'autres incitatifs qui peuvent nuire au coût des services que nous offrons; les pertes d'exploitation que la Société pourrait subir dans certains pays dans le cadre du développement de son infrastructure mondiale de prestation des services et le fait que ces pertes ne seraient pas nécessairement déductibles des revenus aux fins de l'impôt; l'absence, sur certains territoires, de lois efficaces pour protéger nos droits de propriété intellectuelle; les restrictions sur la circulation d'espèces ou d'autres actifs; les restrictions touchant l'importation ou l'exportation de certaines technologies; les restrictions visant le rapatriement des bénéfices; l'instabilité politique, sociale et économique, y compris les menaces liées au terrorisme et aux pandémies. Nous avons mis en place une stratégie d'opérations de couverture visant à atténuer le risque de change. À l'exception des produits financiers utilisés dans le cadre de notre stratégie d'opérations de couverture, nous ne participons pas au marché des instruments financiers dérivés. N'importe lequel des risques auxquels nos activités internationales nous exposent ou l'ensemble de ces risques pourraient se réaliser et provoquer une baisse de notre rentabilité.

## Rapport de gestion

*Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2009*

Risque de crédit associé aux débiteurs – Le recouvrement d'une manière efficace et en temps opportun des montants qui nous sont dus nous permet de maintenir nos flux de trésorerie et notre bénéfice net liés aux activités d'exploitation. Les provisions que nous constituons à l'égard du manque à gagner prévu sont fondées sur des estimations faites par la direction et sur notre évaluation de la solvabilité de nos clients, facteurs qui pourraient s'avérer inadéquats à la lumière des résultats réels. Si nous ne fournissons pas nos services conformément aux modalités de nos contrats et selon les attentes raisonnables des clients, et si nous ne facturons pas nos services correctement et en temps opportun, nos recouvrements peuvent en souffrir, ce qui peut nuire directement à nos produits, à notre bénéfice net et à nos flux de trésorerie. En outre, un ralentissement économique prolongé peut pousser bon nombre de nos clients à suspendre ou à reporter leurs projets, freiner leur capacité à payer pour les services déjà rendus et, éventuellement, entraîner un manquement à leurs obligations en vertu des contrats existants, chacune de ces éventualités pouvant donner lieu à une baisse des produits et nuire à nos perspectives.

Changements importants touchant les principales entreprises clientes, résultant par exemple de l'évolution de leur situation financière, de fusions ou d'acquisitions d'entreprises – Le regroupement de nos clients en raison de fusions et d'acquisitions peut entraîner une perte ou une baisse de nos activités si la nouvelle société confie ses besoins en technologies de l'information à un autre fournisseur de services ou décide d'internaliser ces fonctions. Si les besoins en technologies de l'information d'un client s'accroissent en raison d'acquisitions ou d'activités, nous pourrions ne plus avoir la portée géographique ou la masse critique pour servir le client efficacement, ce qui se traduirait par la perte du client et nuirait à nos perspectives. Rien ne garantit que nous serons en mesure d'atteindre nos objectifs de croissance visant à maintenir et à accroître notre portée géographique et notre masse critique dans les marchés que nous ciblons.

Risque de résiliation anticipée des contrats – Si nous n'exécutons pas nos mandats conformément aux ententes contractuelles conclues avec nos clients, certains clients pourraient décider de résilier leurs contrats avant la date d'échéance prévue, ce qui aurait pour effet de réduire notre bénéfice ainsi que nos flux de trésorerie et pourrait avoir une incidence sur la valeur de notre carnet de commandes. En outre, certains de nos contrats d'impartition comportent des dispositions permettant aux clients de les résilier pour des raisons de commodité, en cas de changement d'intention de leur part ou en cas de changement de contrôle de CGI. La résiliation anticipée de contrats peut également découler de l'exercice d'un droit légal ou de circonstances qui échappent à notre volonté ou à celle de nos clients et qui empêchent la poursuite du contrat. En cas de résiliation anticipée, nous pourrions ne pas être en mesure de recouvrer les coûts capitalisés liés au contrat ni d'éliminer les coûts récurrents engagés dans le cadre du contrat.

Risques liés à l'estimation des coûts – Pour que nous puissions dégager des marges acceptables, il faut que nous sachions établir les prix de nos services en nous fondant sur une estimation exacte des coûts et des heures de travail nécessaires pour réaliser les projets ou exécuter les contrats d'impartition à long terme. De plus, une partie substantielle de nos contrats visant la réalisation de projets est exécutée en contrepartie de prix fixes. Dans ces cas, la facturation des travaux s'effectue selon les modalités du contrat signé avec le client et les produits sont constatés en fonction du pourcentage de l'effort engagé par rapport aux coûts totaux estimés pour la durée du contrat. Nos estimations se fondent sur notre appréciation de l'efficacité avec laquelle nous pourrions déployer nos méthodes et nos professionnels pour réaliser le contrat considéré, conformément à notre Cadre de gestion du partenariat client, un ensemble structuré de processus qui aide les équipes à appliquer des normes homogènes d'excellence à tous les contrats. Si nous n'appliquons pas le Cadre adéquatement, si nous ne réussissons pas à estimer correctement le temps ou les ressources nécessaires pour remplir nos obligations au titre d'un contrat, ou si des facteurs imprévus surviennent, y compris certains facteurs indépendants de notre volonté, il peut y avoir des répercussions sur les coûts ou les calendriers de réalisation, ce qui nous empêcherait d'atteindre les marges bénéficiaires prévues.

Capacité de nos partenaires de respecter leurs engagements – En raison de l'envergure et de la complexité croissantes des contrats, il se peut que nous devions nous appuyer sur des sous-traitants externes, y compris des fournisseurs de logiciels et de matériel, pour respecter nos engagements. Le cas échéant, notre réussite dépend de la capacité de ces tiers à remplir leurs obligations conformément aux budgets et aux calendriers convenus. Si nos partenaires ne s'acquittent pas de leurs obligations, notre aptitude à exécuter un contrat peut être compromise, ce qui peut avoir une incidence défavorable sur notre rentabilité.



## Rapport de gestion

*Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2009*

Risque associé aux garanties – Dans le cours normal de nos activités, nous concluons des ententes qui peuvent comporter des engagements d'indemnisation ou des garanties lors de transactions telles que la prestation de services-conseils ou de services d'impartition, la cessation d'activités commerciales, les contrats de location ou la constitution d'engagements financiers. Ces engagements d'indemnisation ou garanties peuvent nous obliger à dédommager nos cocontractants des coûts ou des pertes résultant de diverses circonstances telles que le défaut de respecter les engagements ou la violation d'une garantie, l'atteinte aux droits de propriété intellectuelle, les réclamations qui peuvent surgir dans le cadre de la prestation des services ou des poursuites qui pourraient être entamées contre les cocontractants.

Risque associé aux taux d'utilisation des ressources humaines – Si nous voulons maintenir notre marge bénéficiaire, nous devons gérer la charge de travail de nos professionnels, qui doivent avoir un taux d'utilisation élevé tout en étant assez disponibles pour nous permettre d'affecter des employés additionnels aux nouveaux contrats. Pour maintenir un taux d'utilisation efficace, nous devons prévoir la charge de travail de nos professionnels tout en gérant adéquatement les programmes de formation et les taux de départs. Si nous échouons à cette tâche, nos taux d'utilisation peuvent diminuer, ce qui aurait une incidence sur nos revenus et notre rentabilité. Inversement, un manque de ressources entraverait notre capacité d'accroître nos revenus.

Risque associé aux affaires émanant des administrations publiques – Les réorientations des politiques de dépenses publiques ou des priorités budgétaires des gouvernements fédéraux, provinciaux ou étatiques pourraient avoir une incidence directe sur nos résultats financiers. Plusieurs facteurs sont susceptibles de réduire l'ampleur de nos activités auprès des administrations publiques, notamment : la réduction des contrats accordés par les gouvernements à des firmes de services-conseils et de services en TI; une diminution substantielle des dépenses touchant l'ensemble des gouvernements ou certains ministères ou organismes en particulier; l'adoption de nouvelles lois visant les sociétés qui fournissent des services aux gouvernements; les délais d'acquittement de nos factures par les bureaux de paiement gouvernementaux; la conjoncture économique et politique en général. Ces facteurs et d'autres pourraient avoir pour effet de diminuer nos revenus futurs en incitant les ministères et organismes gouvernementaux à diminuer leurs contrats d'achat, à exercer leur droit de mettre fin à des contrats, à émettre des ordres de suspension temporaire des travaux ou à s'abstenir d'exercer leur droit de renouveler des contrats. Notre clientèle du secteur gouvernemental est très diversifiée, puisque nous avons des contrats en vigueur avec plusieurs ministères et organismes gouvernementaux différents aux États-Unis et au Canada. Néanmoins, en cas de réduction des dépenses des gouvernements ou de compressions budgétaires au sein de ces ministères et organismes, il pourrait arriver que la rentabilité continue de ces contrats ou la possibilité d'obtenir des contrats supplémentaires des mêmes sources soient compromises.

Poursuites liées à nos travaux – Nous créons, déployons et entretenons des solutions en TI qui sont souvent essentielles aux activités commerciales de nos clients. Il peut arriver que des retards imprévus, des renégociations, de nouvelles exigences des clients ou des retards dans la réalisation des projets nous empêchent de réaliser de grands projets de la manière prévue. En outre, les solutions que nous créons peuvent comporter des défauts qui nuisent à leur performance, ne pas répondre aux besoins de nos clients ou ne pas offrir un service acceptable. De tels problèmes pourraient donner lieu à des poursuites qui auraient une incidence défavorable sur nos activités commerciales, sur nos résultats d'exploitation, sur notre situation financière et sur notre réputation professionnelle. Nos contrats contiennent ordinairement des dispositions limitant le risque de poursuites liées à nos services et aux applications que nous élaborons. Il se pourrait que ces dispositions ne nous protègent pas adéquatement ou ne soient pas applicables dans certaines circonstances ou en vertu des lois en vigueur à certains endroits.

Risques associés à l'information et à l'infrastructure – Dans le cadre de nos activités, les applications et les renseignements de nos clients, y compris leurs renseignements exclusifs, doivent souvent être traités et enregistrés sur nos réseaux et nos systèmes, ainsi que dans des centres de traitement des données que nous gérons. La perte, le vol ou la destruction des renseignements numériques et de matériel connexe, de même que la défaillance du matériel ou des systèmes, peuvent entraîner l'interruption temporaire de nos services. Les défaillances peuvent découler de l'erreur humaine dans un cadre de fonctionnement normal, d'entretien ou de mise à niveau, d'actes de piratage, de vandalisme (y compris les attaques par déni de service et les virus), de vol ou d'accès non autorisé par des tiers, ainsi que de pannes de courant et surtensions, inondations, incendies, catastrophes naturelles ou autres. Les mesures que nous prenons pour

## Rapport de gestion

*Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2009*

protéger les renseignements et les logiciels, y compris les contrôles physiques et logiques d'accès aux locaux et aux renseignements ainsi que les systèmes d'appoint, peuvent ne pas prévenir la perte, le vol ou la destruction des renseignements de nos clients ni les interruptions de service. Ces événements peuvent entraîner une perte financière ou des dommages.

Risque d'atteinte à notre réputation – Notre capacité à livrer concurrence efficacement dans le marché des services de TI dépend de notre réputation à titre de fournisseur de services et de partenaire à long terme compétent et digne de confiance. La nature de nos activités nous expose au potentiel de perte et de destruction des renseignements de nos clients, d'accès non autorisé à ceux-ci ou d'interruptions temporaires de service. Selon la nature des renseignements ou des services en question, ces événements peuvent nuire à la perception de la Société sur le marché. Le cas échéant, notre capacité à attirer de nouveaux clients et à conserver les clients existants pourrait s'en ressentir, ce qui aurait une incidence sur nos revenus et notre bénéfice.

Risques associés aux acquisitions – Le succès de notre stratégie de croissance est lié pour une bonne part à notre capacité d'acquérir de grandes entreprises qui augmenteront notre masse critique dans certaines régions ciblées ainsi que de plus petites entreprises servant des segments particuliers, afin d'approfondir nos compétences et d'élargir nos offres de service. Dans le cadre de notre stratégie, nous devons trouver des cibles d'acquisition et en évaluer le potentiel à la lumière de nos objectifs financiers et d'exploitation. Nous ne pouvons pas garantir que nous continuerons à trouver des cibles d'acquisition appropriées, que nous réaliserons de nouvelles acquisitions qui satisfont à nos critères économiques ni que les sociétés que nous acquerrons s'intégreront harmonieusement à CGI et augmenteront tangiblement la valeur de l'entreprise conformément aux attentes. En l'absence d'acquisitions supplémentaires, il est peu probable que notre croissance future corresponde à notre croissance passée ou aux prévisions de croissance.

Risques associés à l'intégration de nouvelles activités – La direction doit consacrer beaucoup de temps et d'attention à l'intégration des nouvelles activités découlant de notre stratégie d'acquisition ou d'importants contrats d'impartition. Le temps que consacrent les membres de la direction aux activités d'intégration peut nuire à leurs tâches habituelles, ce qui pourrait exercer une pression sur les revenus et le bénéfice de nos activités existantes. De plus, la tâche que la direction est appelée à accomplir afin d'instaurer des normes, des mécanismes de contrôle, des procédures et des politiques uniformes dans toutes les nouvelles activités afin de les harmoniser avec nos unités d'affaires existantes est fort complexe et potentiellement accaparante. Les activités d'intégration peuvent occasionner des difficultés d'exploitation inattendues, des dépenses non planifiées et des problèmes de responsabilité. Si nous ne réussissons pas à exécuter notre stratégie d'intégration en temps opportun et de manière efficace sur le plan des coûts, nous aurons de la difficulté à atteindre nos objectifs de croissance et de rentabilité.

Risques de liquidité et de financement – La croissance de la Société dépend du succès de sa stratégie d'entreprise, laquelle dépend quant à elle de la conclusion d'importants contrats d'impartition et acquisitions d'entreprises. De par sa nature, notre stratégie de croissance exige que nous financions les investissements nécessaires au moyen de la trésorerie provenant de nos activités existantes, de montants empruntés en vertu de nos conventions de crédit existantes et éventuelles, ainsi que de l'émission d'actions à même notre capital-actions en faveur des contreparties aux opérations ou du grand public. L'obtention du financement nécessaire dépend de la capacité des marchés financiers à satisfaire nos besoins en temps opportun, en fonction de taux d'intérêt et de cours raisonnables qui s'inscrivent dans le cadre d'objectifs rentables. La hausse des taux d'intérêt, la volatilité du cours de nos actions et la capacité de nos prêteurs actuels à satisfaire nos besoins en liquidités sont autant de facteurs qui peuvent restreindre notre accès au financement dont nous avons besoin. Si nous ne sommes pas en mesure d'obtenir le financement nécessaire, nous pourrions ne pas atteindre nos objectifs de croissance.

## Rapport de gestion

*Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2009*

### INTÉGRITÉ DE LA PRÉSENTATION DES RÉSULTATS

Il incombe à la direction de maintenir des systèmes d'information, des procédures et des mécanismes de contrôle appropriés, garantissant que les renseignements diffusés à l'intérieur et à l'extérieur de la Société sont complets et fiables. Les responsabilités du conseil d'administration comprennent l'évaluation de l'intégrité des systèmes de contrôle interne et d'information de la Société.

La Politique d'entreprise de CGI en matière de communication de l'information, document que la Société a officiellement entériné et qui fait partie de ses Textes fondamentaux, vise à sensibiliser le conseil d'administration, la haute direction et les employés à l'égard de l'approche de CGI en matière de communication de l'information. Le conseil d'administration a créé le Comité de supervision de la politique de communication de l'information qui veille à satisfaire aux exigences en matière de communication de l'information des organismes de réglementation et supervise les pratiques de communication de l'information de la Société.

Le Comité de vérification et de gestion des risques de CGI se compose entièrement d'administrateurs indépendants respectant les exigences de la Bourse de New York et des lois canadiennes sur les valeurs mobilières en matière d'indépendance et d'expérience. Le Comité de vérification et de gestion des risques assume notamment les responsabilités suivantes : a) revoir tous nos documents publics présentant des résultats financiers vérifiés et non vérifiés; b) répertorier et examiner les risques financiers et les risques d'exploitation auxquels nous sommes exposés et revoir les diverses politiques et pratiques ayant pour but de gérer ces risques ; c) examiner et évaluer l'efficacité de nos conventions et pratiques comptables en ce qui a trait à la présentation des résultats financiers; d) examiner et surveiller nos procédures, programmes et politiques de contrôle interne, et évaluer leur pertinence ainsi que leur efficacité; e) vérifier la suffisance de nos ressources de vérification interne, y compris le mandat et les objectifs du vérificateur interne; f) soumettre au conseil d'administration de CGI des recommandations relatives à la nomination des vérificateurs externes, s'assurer de leur indépendance, réviser les modalités de leur mission et discuter régulièrement avec eux; g) examiner les procédures de vérification; h) examiner les opérations entre apparentés; i) assumer toute autre responsabilité généralement attribuée aux comités de vérification et de gestion des risques ou qui lui est expressement confiée par notre conseil d'administration.

Conformément à notre rapport annuel de 2009, la Société a évalué, en date du 30 septembre 2009, l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information et des contrôles internes à l'égard de l'information financière, sous la supervision et avec la participation du chef de la direction et du chef de la direction financière. Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu que les contrôles et procédures de communication de l'information et les contrôles internes à l'égard de l'information financière sont appropriés et efficaces, et qu'ils procurent un degré raisonnable d'assurance que les renseignements importants sur la Société et ses filiales consolidées leur seraient communiqués par d'autres personnes au sein de ces entités.

Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont restreint la portée de la conception des contrôles et procédures de communication de l'information financière ainsi que des contrôles internes à l'égard de l'information financière afin d'en exclure les contrôles, les politiques et les procédures d'Innovaposte Inc., coentreprise dans laquelle nous détenons une participation de 49 %. La conception est exclue de notre évaluation, car la direction n'est en mesure ni de dicter ni de modifier ni, en pratique, d'évaluer les contrôles internes de cette entité à l'égard de l'information financière. Notre évaluation se limite aux contrôles internes liés à l'inclusion de notre quote-part de la coentreprise et de ses résultats dans nos états financiers consolidés. La participation de CGI dans la coentreprise représente 1 % de notre actif total consolidé et 3 % de nos produits consolidés au 31 décembre 2009 et pour le trimestre terminé à cette date. Veuillez vous reporter à la page 24 du présent rapport de gestion pour obtenir de plus amples renseignements à propos d'Innovaposte Inc.

Au cours du trimestre terminé le 31 décembre 2009, aucun changement n'a été apporté qui a eu ou qui serait raisonnablement susceptible d'avoir une incidence importante sur les contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière.

## **Rapport de gestion**

*Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2009*

### **POURSUITES JUDICIAIRES**

De temps à autre, la Société fait l'objet d'un certain nombre de poursuites, de vérifications, de réclamations et de litiges dans le cours normal de ses activités. Certaines de ces procédures pourraient entraîner des coûts importants. Même si l'issue de ces questions est difficile à prédire avec certitude, la Société n'a aucune raison de croire que le règlement d'une de ces questions pourrait avoir une incidence importante sur la situation financière de la Société, sur les résultats de son exploitation ou sur son aptitude à poursuivre l'une ou l'autre de ses activités commerciales.